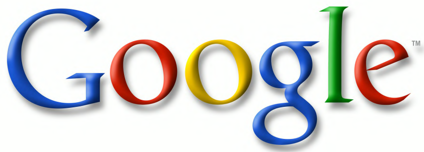





SIGILLVM ACADEMIAE HARVARDIANAE IN NOV · ANG ·
VE RI TAS
CHRISTO ET ECCLESIAE



RÉVÉLATIONS

SUR

L'INTERVENTION FRANÇAISE

AU MEXIQUE

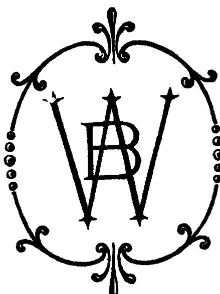
De 1866 à 1867

PAR

F. DE LA BARREYRIE

Ex-rédacteur en chef du journal d'*Orizava* (Mexique)

Quorum pars parva fui.



EN VENTE

A la librairie du Passage Européen, Weil et Bloch

12, Boulevard Montmartre, 12

—

1868

AU LECTEUR

La question mexicaine à laquelle, naguère encore, on reprochait son manque d'actualité, vient d'être remise à l'ordre du jour.

Le 13 mars 1867, l'intervention française au Mexique avait cessé d'exister. Avait-elle rempli sa tâche ? Voilà ce que chacun demandait depuis seize mois; et, pendant ce temps, les nombreux intérêts qu'elle a compromis restaient toujours en souffrance, lorsque, dans l'enceinte du Corps législatif, des cœurs généreux se sont émus, des voix autorisées et puissantes ont appelé l'attention du gouvernement et du peuple français sur cette situation sans précédent dans l'histoire.

Après plusieurs discours, tous plus éloquents l'un que l'autre, qui, pendant deux séances, les 24 et 25 juillet dernier, ont tenu en éveil l'attention de la Chambre des députés, je dirai plus, de la France entière, le gouvernement a dit son dernier mot et la question mexicaine a été jugée et exécutée.

En présence de cet état de choses, j'ai cru devoir livrer à la publicité quelques notes-sommaires qui jetteront peut-être un certain jour sur cette question, qui, malgré les coups terribles qu'elle a reçus, est plus brûlante que jamais.

Elle ne peut pas, elle ne doit pas être laissée au silence et à l'oubli.

Une liquidation n'est-elle pas nécessaire, indispensable même, pour l'honneur du gouvernement français?

Suffirait-il de signaler LES POINTS NOIRS et cet aveu rapide doit-il nous dispenser de rechercher la cause de notre échec politique et financier?

S'il en était ainsi, nous n'aurions qu'à louer la réserve du gouvernement. Mais, à ce système, l'expérience n'a rien à gagner et nous perdrions le seul fruit que nous ayons à retirer de notre expédition.

Le fait est accompli, et, bon gré mal gré, il faut nous résigner. Mais ne soyons pas volontairement aveugles. Examinons attentivement pour que le passé enseigne l'avenir.

Voyons comment, d'un noble et vaste projet, on a su faire naître un désastre.

C'est dans ce but que j'ai pris la plume.

Témoin, j'aurais été coupable en me taisant. J'ai vu et je raconte. Si la vérité peut, parfois, se passer de bienveillance pour elle-même, elle doit ici réclamer l'indulgence du lecteur pour la façon négligée dont elle y est exprimée.

Les notes qui suivent ont été rédigées à la hâte.

L'auteur s'est beaucoup moins préoccupé des charmes du style et de la liaison des idées que de l'exactitude des faits et de la justesse des appréciations.

Il présente au public une œuvre sans prétention littéraire, mais avec toute sa valeur historique.

Le métal a-t-il moins de valeur au sortir de la mine ?

Mais qui êtes-vous ? Quelle autorité avez-vous, pour que je vous accorde quelques instants d'atten tion, me dira avec raison le lecteur dont j'implore l'indulgence ?

Qui je suis ?... je vais vous le dire.

Huit jours après le DRAME DE QUERÉTARO, et après n'avoir échappé à la mort que par une intervention toute providentielle, je disais adieu au Mexique, où depuis trois ans je rédigeais un journal français, organe des nombreux intérêts de nos nationaux engagés dans les districts de Puebla et de Vera-Cruz. Aucun lien ne m'attachait ni au gouvernement mexicain ni au gouvernement français. Comme propriétaire et rédacteur en chef du JOURNAL D'ORIZAVA, j'avais dû me trouver en relations fréquentes avec les autorités civiles et militaires, tant françaises que mexicaines.

Dans ces entretiens de chaque jour, quelques variés qu'ils fussent, on devait nécessairement s'occuper de politique. Chacun émettait ses idées sur les personnes et les choses de l'intervention dans leurs rapports avec les personnes et les choses du Mexique. Cet

échange continuel d'idées et d'opinions nous avait mis à même de juger, dans les meilleures conditions du bien-informé, les événements qui se déroulaient sous nos yeux ; nous en comprenions mieux les causes et pouvions en apprécier plus sainement les effets.

Tel est, cher lecteur, celui qui vous adresse ces quelques lignes.

Son plus grand bonheur, sa plus douce récompense serait de voir la Vérité se faire enfin jour sur une question d'une importance première pour l'honneur et les finances de la France.

F. DE LA BARREYRIE,
Ex-rédacteur en chef du *Journal d'Orizava* (Mexique).

Paris, le 20 septembre 1868.

AVANT-PROPOS

L'Histoire de la quatrième période de l'intervention française au Mexique que je livre aujourd'hui à la publicité, étant extraite d'un travail beaucoup plus complet que je me propose de faire paraître prochainement sur l'Amérique, de 1860 à 1867, il est nécessaire de la faire précéder des quelques explications qui suivent pour lui servir d'avant-propos.

Il est de première importance, avant tout, de bien exposer la question mexicaine, en la précisant et en la présentant sous son véritable jour.

La question du Mexique ne doit pas son origine au revivifiement de principes caducs et qui n'ont plus leur raison d'être, ni à la réalisation d'idées surannées et que repousse la civilisation moderne.

La résolution de l'intervention française n'a aucune connexité avec l'appel de l'archiduc Maximilien au trône du Mexique. Ces deux faits sont complétement isolés l'un

de l'autre. En 1860, personne, en France, ne songeait à un envoi de troupes au Mexique. Cependant, dès cette époque, le parti conservateur mexicain d'accord, pour le moment, avec le parti clérical, offrait les rênes du gouvernement au frère de l'empereur d'Autriche.

Dans le chapitre ayant trait aux causes qui ont déterminé l'expédition tripartite d'abord, isolée ensuite, il sera, je crois, prouvé jusqu'à l'évidence que nous n'allions faire ni les affaires de l'Archiduc ni celles des cléricaux, mais bien les nôtres, sans perdre de vue celles du peuple mexicain; et que, si par la suite, nous avons reconnu Maximilien comme empereur du Mexique et pris des engagements avec lui, c'est qu'il remplissait toutes les conditions indispensables à cet effet.

Quelle était donc la mission de la France en allant au Mexique ?

1° Sauvegarder les intérêts de nos nationaux compromis par la versatilité, souvent le manque d'honnêteté, et plus souvent encore l'impuissance des gouvernements éphémères de ce malheureux pays;

2° Assurer sa vie politique intérieure et extérieure par l'établissement et la consolidation d'un gouvernement régulier et stable;

3° Affirmer la force et le prestige de la *race latine* en établissant sur une base inébranlable l'influence de la France en Amérique, afin d'arrêter l'envahissement anglo-saxon par le contre-poids de la différence des races et de l'opposition des intérêts.

Telle était sûrement la mission de la France en intervenant au Mexique. Tel devait être le but que poursuivait le chef de son gouvernement.

L'intervention de 1862, avec son action tripartite, au fond ne cherchait pas autre chose.

Les communications échangées entre les différents ministres, les pouvoirs donnés et la ligne de conduite tracée par eux à leurs agents à l'étranger, les lettres que l'Empereur Napoléon adressait aux chefs militaires de l'expédition, les proclamations de ces derniers à leurs soldats et au peuple mexicain, le manifeste du général Almonte, etc., tout prouve, jusqu'à l'évidence, que c'était bien là le but non-seulement avoué, mais poursuivi.

Les Mexicains l'avaient compris ainsi; et l'on peut affirmer *qu'en 1864 les neuf dixièmes au moins de la population indigène*, voyant le salut de leur pays dans la direction suivie par l'intervention, prêtaient moralement et physiquement la main à l'exécution de ce programme avec l'adhésion la plus spontanée et la plus franche. Riches et pauvres rivalisaient d'empressement à venir se ranger sous le drapeau français qui leur promettait l'établissement de l'ordre et la libre exploitation des trésors de ce sol d'une richesse inépuisable. Les Indiens venaient en masse offrir leurs bras au corps expéditionnaire pour qu'il les débarrassât de ces bandes de vampires qui sucent le plus pur de leur sang.

Les Etats-Unis, en présence d'une ligne de conduite aussi nettement mais aussi hardiment définie, baissaient la tête, écrasés par la certitude de voir s'échapper de leurs mains le sceptre de l'Amérique.

Le Mexique indépendant et fort assurait à l'Europe une importation et une exportation à la hauteur de ses besoins.

Les indigènes (les Indiens surtout), initiés aux grands principes démocratiques, ainsi qu'à leur application par la sollicitude généreuse et infatigable de la France, de-

vaient bientôt marcher, la tête haute, sous la bannière de la civilisation et du progrès.

Toutes les petites républiques du *Centre-Amérique* qui tiennent en réserve un fonds incalculable de richesse et qui s'usent dans une inertie morale et une improduction déplorables, réchauffées par ce contact salutaire, seraient entrées dans la vie générale avec une richesse séminale d'autant plus grande, que le germe en a été étouffé depuis longues années (1).

Or, nous allons voir de quelle manière a été rempli ce programme si beau et si séduisant, ce que sont devenues ces promesses pompeuses, comment ce sont évanouies ces espérances si chères et si légitimes. Nous allons assister à la ruine de l'influence de la France en Amérique et, par suite, à la gravitation de la puissance des Etats-Unis. Nous allons laisser le Mexique en proie à l'anarchie la plus déplorable dont l'intervention a le devoir d'assumer la responsabilité. Nous allons entendre les gémissements de nos frères livrés aux persécutions les plus inouïes. En un mot, nous allons nous trouver en présence de la honte la plus grande et des désastres les plus écœurants.

(1) Les Français dont on nargue à chaque instant le chauvinisme, ne sont pas assez chauvins; car, s'ils avaient conscience de leur valeur, ou, si mieux on aime, de la valeur qui leur est reconnue à l'étranger, ils affirmeraient à jamais l'assiette et la prépondérance de la race latine; et, tout en assurant en Europe la paix et la confiance dont les transactions commerciales ont un si grand besoin, ils favoriseraient l'extention de leurs relation avec les républiques du *Guatemala*, du *Honduras*, du *Salvador*, de *Costa-Rica* et de *Nicaragua*, dont ils combleraient non seulement les besoins, mais encore les désirs.

CHAPITRE PREMIER

Départ du corps expéditionnaire

La quatrième période de l'intervention française au Mexique qui comprend les dernières heures du deuxième empire mexicain, commence le 1er décembre 1866 pour finir le 19 juin 1867.

L'empereur Maximilien, qui depuis la fin du mois d'octobre était à Orizava où il préparait son départ pour l'Europe, changea tout à coup de résolution, et convoqua dans cette ville où se trouvaient également Miràmon et Marquez venus d'Europe en toute hâte, les ministres et conseillers d'Etat.

Chacun attendait avec impatience les résultats de ces conférences, lorsque parut le 1er décembre dans le *Diario del Imperio*, la nouvelle suivante :

« Les délibérations des conseils de ministres et d'Etat ont été closes. D'accord avec leur vote, S. M. l'Empereur a pris la résolution de conserver le pouvoir et de retourner bientôt à la capitale.

» Cette noble et patriotique résolution du souverain, adoptée hier définitivement, a causé une impression ineffable de joie à Orizava ou elle a été célébrée au son des cloches, des pétards, de la musique et de toute espèce de démonstrations joyeuses. »

Quelle ne fut pas la surprise des trois représentants de la France, lorsqu'ils lurent ces quelques lignes. Pour eux, l'abdication de l'Empereur était tellement certaine, qu'ils

la considéraient comme un fait accompli mais qui ne serait rendu public qu'au moment même de l'embarquement de Maximilien.

La surprise fit bientôt place au dépit le moins caché, lorsqu'ils prirent connaissance du manifeste de l'Empereur dont je donne ci-dessous la teneur :

« Mexicains,

» Les circonstances si graves qui touchent au bien-être de notre patrie et qui disparaissent devant nos malheurs domestiques, ont provoqué dans notre esprit la conviction que nous devions vous rendre le pouvoir que vous nous aviez confié.

» Nos conseils des ministres et d'Etat convoqués ont été d'avis que le bien du Mexique exigeait que nous restassions au pouvoir. Nous avons cru de notre devoir d'accéder à leurs instances, en vous annonçant tout à la fois notre intention de réunir un congrès national sur les bases les plus larges et les plus libérales, auquel participeront tous les partis. Ce congrès déterminera si l'Empire doit continuer dans l'avenir et, au cas affirmatif, concourra à la formation des lois vitales pour la consolidation des institutions publiques du pays. Dans ce but, nos conseils se préoccupent de nous proposer toutes les mesures opportunes, et, en même temps, font les démarches nécessaires pour que tous les partis se prêtent à un arrangement sur cette base.

» En conséquence, Mexicains, en comptant sur vous tous, sans exclusion d'une couleur politique, nous nous efforcerons de poursuivre avec courage et constance

l'œuvre de la régénération que vous avez confiée à votre compatriote.

» MAXIMILIEN. »

La notification de la résolution de l'Empereur fut faite le lendemain par M. Lares, président du Conseil, au maréchal, au général Castelnau, et à M. Dano, ministre de France, en leur demandant la remise la plus prompte possible entre les mains des autorités et des troupes mexicaines, des établissements et magasins militaires.

Combien ces deux derniers durent regretter de n'avoir pas accepté l'invitation que leur avait adressée le 13 novembre, l'Empereur de se rendre à Orizava pour assister aux conférences et éclairer de leurs lumières les résolutions du Conseil.

Si la France ne devait plus soutenir l'Empereur Maximilien, elle ne pouvait pas, elle ne devait pas abdiquer la défense de ses intérêts privés, aussi bien que de ceux de ses alliés qui s'étaient compromis pour elle.

Aussi, la plus grande partie des notables qui siégeaient dans les conseils, espéraient-ils que les envoyés du gouvernement français s'empresseraient de se rendre à l'appel qui leur avait été fait, afin d'arrêter d'un commun accord toutes mesures et conventions nouvelles, et sauvegarder sérieusement les deux natures d'intérêts mis en jeu et qu'une série de fautes avait gravement compromis.

Il est impossible que le gouvernement français ait prescrit une semblable ligne de conduite, car c'était la violation de tous les engagements matériels et moraux qu'il avait contractés avec les Mexicains d'abord et plus tard

avec l'Empire; mais, avant tout, ce n'était pas tenir compte de la dernière occasion qui se présentait de sauver nos nationaux et d'assurer la défense de leurs intérêts.

Premier point noir!

En voyant l'abstention incompréhensible des représentants de la France, les Mexicains se sont décidés à essayer seuls de sauver la situation; et les Français habitant le Mexique ont dû regretter bien amèrement le concours qu'ils avaient prêté à l'intervention.

Les uns et les autres ne se trompaient pas, lorsqu'ils disaient qu'ils étaient abandonnés; et nous allons voir avec quelle précipitation les chefs de l'intervention ont perdu une partie dans laquelle étaient engagés les plus grands intérêts du présent et surtout de l'avenir.

Le 31 mai 1866, le ministre des affaires étrangères de France expédiait à M. Dano et au maréchal, une longue dépêche pour leur annoncer le prochain rapatriement du corps expéditionnaire et les conditions dans lesquelles ce rapatriement devait s'effectuer. Je vais en extraire les deux passages les plus saillants.

Après avoir parlé des différentes clauses du traité de Miramar, M. le ministre écrit;

« Après avoir, en toutes circonstances, signalé au gouvernement mexicain la nécessité de pourvoir par lui-même à sa propre conservation et lui avoir maintes fois déclaré que le concours que nous lui prêtions ne serait maintenu qu'autant que les obligations correspondantes contractées vis-à-vis de nous seraient strictement remplies, nous lui avons fait exposer les impérieuses consi-

dérations qui ne nous permettaient plus de demander à la France de nouveaux sacrifices, et qui nous décidaient à rappeler nos troupes.

» En prenant toutefois cette résolution, nous avons prescrit d'apporter dans son exécution les délais et les précautions nécessaires, pour éviter les dangers d'une trop brusque transition. Nous avons dû nous préoccuper en même temps de substituer aux stipulations, désormais sans valeur, du traité de Miramar, d'autres arrangements destinés à assurer la sécurité de nos créances. Le ministre de l'Empereur à Mexico a reçu, en conséquence, des instructions pour conclure à cet effet une nouvelle convention. »

Enfin, plus loin, M. Drouyn de Lhuys ajoute :

« Si les combinaisons qui lui seront proposées sont agréées par S. M. l'Empereur Maximilien, les termes fixés pour les départs successifs des troupes françaises seront maintenus, et le maréchal Bazaine arrêtera, de concert avec elles, les mesures nécessaires pour que l'évacuation du territoire mexicain s'effectue dans les conditions les plus favorables au maintien de l'ordre et de la consolidation du pouvoir impérial.

» Si, au contraire, nos propositions n'étaient pas acceptées, on ne doit pas dissimuler que, nous considérant comme libres désormais de tout engagement, et fermement résolus à ne pas prolonger l'occupation du Mexique, nous prescririons au maréchal Bazaine de procéder, avec toute la diligence possible, au rapatriement de l'armée, en ne tenant compte que des convenances militaires et des considérations techniques dont il serait le seul juge. Il aurait à aviser en même temps, à procurer aux intérêts français les sécurités auxquels ils ont droit.

Voilà, d'après cette dépêche, la position nettement et clairement définie.

Le rapatriement du corps expéditionnaire par départs successifs sera maintenu, si l'Empereur Maximilien admet les nouvelles combinaisons qui lui seront proposées.

Or, le 30 juillet, c'est-à-dire un mois après la réception de la dépêche de M. Drouyn de Lhuys, la question financière était réglée par une convention qui devait faire droit à toutes nos réclamamations. Cette convention, composée de sept articles, remplaçait la convention de Miramar, ainsi que cela est enregistré dans le dernier article que je reproduis :

« Article 7. — La convention signée à Miramar, le 10 avril 1864, sera dès lors abrogée en tout ce qui a trait aux questions financières.

» Signé : Alphonse Dano,
» Luis de Arroyo. »

Mais, si l'Empereur Maximilien a accepté les nouvelles combinaisons qui lui ont été proposées, pourquoi les troupes, au lieu d'être rapatriées par départs successifs, ont-elles été embarquées en masse au printemps 1867 ?

Deuxième point noir ! !

L'évacuation du nord et de l'intérieur du Mexique, qui avait commencé dès le mois de juillet, n'avait été ordonnée que dans la prévision de l'établissement d'un nouvel ordre de choses. Les voies avaient été préparées et *Riva-Palacio* et *Porfirio-Diaz,* généraux juaristes, pourraient mieux que personne renseigner les intéressés sur ce point.

Le commandant en chef voulait tenir tout son monde

sous la main, afin d'avoir toutes les chances pour lui, dans la perspective de difficultés plus ou moins grandes qu'aurait pu faire naitre l'établissement du nouvel ordre de choses.

Je suis loin de blâmer cette façon d'opérer, étant admis que l'intervention n'avait rien de mieux à faire.

Mais alors il fallait venir à Orizava, et là obtenir l'abdication de Maximilien. Il fallait organiser et non désorganiser. Il fallait au moins remplir le premier article du programme de l'intervention en sauvant des centaines de millions, au lieu de les précipiter dans un gouffre d'où il est fort difficile aujourd'hui d'aller les retirer.

Mais ces messieurs, soit en vertu des ordres de leur gouvernement, soit en vertu de leurs appréciations personnelles, se croyaient maîtres de la situation.

S'ils avaient eu à rendre compte de leur mission devant la nation française, il est probable que telle n'eût pas été leur conduite.

Donc l'évacuation commencée en juillet, avait été été exécutée avec assez d'ensemble et de régularité pour qu'en décembre tous les détachements du corps expéditionnaire se trouvassent réunis autour de Mexico et entre cette dernière ville et Vera-Cruz.

Les représentants de la France, l'abdication de l'Empereur n'ayant pas eu lieu, n'avaient plus à donner suite au projet d'établissement d'une autre forme de gouvernement. Aussi fut-il décidé que le rembarquement se ferait dans le délai le plus court possible.

Des dépêches en ce sens furent envoyées à Paris.

Il est probable que les faits furent présentés sous un jour qui ne permit pas de revenir sur cette décision.

Alors commença ce sauve qui peut qui, à la sécurité près, ressemblait plutôt à une déroute qu'à une retraite par convention.

Dès les premiers jours de février, les troupes françaises partaient de Mexico pour se concentrer autour de Vera-Cruz, afin que l'embarquement pût se faire en masse. Le 5, nous n'avions plus un soldat dans la capitale qu'on venait de remettre aux autorités mexicaines.

La division du brave et chevaleresque général Douay qui occupait Puebla et les environs, descendait sur Orizava où se trouvaient déjà quelques-uns de ses détachements sous le commandement du jeune général Clinchant, aussi remarquable par ses talents militaires que par sa bravoure.

En même temps que le maréchal partait de Mexico avec l'arrière-garde de l'armée, le général Castelnau prenait les devants et arrivait à Orizava le 12 à dix heures du matin. Quelques instants plus tard, c'est-à-dire presque au débotté, il se rendait chez le général Douay, qui depuis quelques jours avait le commandement supérieur de la ville et du district. Le soir, à six heures, ces deux chefs supérieurs étaient encore dans le tête à tête, et un officier d'ordonnance portait au capitaine Roux, des chasseurs d'Afrique, l'ordre de se tenir prêt, le lendemain matin, avec la moitié de son escadron, pour escorter l'aide de camp de l'Empereur dont le départ ne pouvait souffrir aucun retard.

En effet, à moins d'attendre le packet de Cadix ou celui de Southampton, et, pour le premier, c'était un retard de huit jours, pour le second de quinze, le général était obligé de partir immédiatement pour Vera-Cruz et ren-

trer en France où il avait hâte d'arriver pour rendre compte de sa mission. Du reste, le chargé d'affaires de la Compagnie transatlantique avait reçu avis de son embarquement, et devait retarder la levée de l'ancre jusqu'à son arrivée.

Si les renseignements recueillis jusqu'à ce jour par l'envoyé extraordinaire de l'Empereur Napoléon avaient pu rester incomplets, personne au Mexique n'a douté qu'après cette longue entrevue avec le général Douay, sa religion put être surprise en quoi que ce soit.

Troisième point noir.

Comme je l'ai dit plus haut, l'évacuation de la capitale du Mexique était consommée le 5 février.

Le maréchal, qui caressait toujours l'idée que l'Empereur Maximilien ne pouvait pas, ne devait pas garder les rênes du gouvernement, s'arrêta à quelques lieues de Mexico dans l'attente que Sa Majesté, ne voyant plus l'uniforme français, s'échapperait de la capitale et viendrait déposer son pouvoir entre les mains du commandant en chef.

On espère tant ce que l'on désire.

Mais il vit bientôt qu'il attendait et attendrait en vain, aussi continua-t-il sa route sur Puebla.

Ici, je sens le besoin d'ouvrir une parenthèse.

Comme je l'ai déjà dit, je n'avais aucune attache avec l'Empereur Maximilien, aucune avec les représentants de la France, aucune, en un mot, avec n'importe qui et sur n'importe quoi. J'étais indépendant dans toute l'acception du mot. Je louais aujourd'hui, je blâmais demain; quelquefois même je devais donner des éloges et

ne pas ménager le blâme à la même personne et pour le même fait. C'est dire assez que je ne prenais conseil de personne lorsque j'avais à traiter telle ou telle question ou à critiquer la conduite de telle ou telle *autorité*. En France, je suis guidé par les mêmes idées, et je suivrai les mêmes errements.

J'ai vu avec peine que personne n'avait encore dit toute la vérité sur la question du Mexique. C'est là ce que je ne puis admettre. La question mexicaine est une de ces idées, de ces conceptions tellement grandes, qu'elles n'ont rien à perdre et tout à gagner à ce que la lumière la plus vive se fasse autour d'elles.

Pourquoi l'enserrer et l'étouffer dans l'obscurité et le silence, lorsque l'atmosphère la plus légère et la plus transparentè est une des conditions premières de son existence et qu'elle veut vider, à pleins bords, la coupe de la vie au *forum* aussi bien qu'à la *tribune*.

Pourquoi ?

Parce que la question mexicaine, qui était venue au monde dans les meilleures conditions, a été *élevée* par de mauvais parents et de mauvais professeurs. On en a fait un sujet vicié au moral, et on a arrêté sa croissance par une gymnastique que repoussait sa constitution. Puis, lorsque le résultat est apparu au grand jour, on n'a rien imaginé de mieux que de la faire disparaître pour cacher les fautes capitales de ses maîtres dont la responsabilité avait un besoin aussi pressant que grand de se mettre à couvert.

Mais elle est douée d'un tempérament des plus robustes. Sa santé, quoique altérée, a résisté aux mauvais traitements qui lui étaient prodigués. Aussi a-t-elle pu briser les portes *des oubliettes* dans lesquelles on l'avait emprisonnée jusqu'à ce que mort s'en suive. Elle demande

justice; elle exige réparation, et, pour obtenir ce qu'elle demande, ce qui lui est dû, elle s'adresse à l'historien, certaine qu'elle est qu'alors la lumière se fera, et que le public, son juge en dernier ressort, la vengera, par un verdict motivé, des détractations et des mauvais traitements sous lesquels elle a failli succomber.

Cet historien, elle a cru le trouver dans un martyr de l'indépendance de la plume aussi bien que de la pensée, dans un écrivain qui a reçu soixante-dix coups de bâton pour avoir dit la vérité et qui a dû lutter soixante-deux jours contre les hommes, les bêtes féroces et les éléments afin de pouvoir rentrer en France et lui apporter l'appui de son témoignage qui ne saurait être suspecté.

J'ose espérer qu'elle n'aura pas à se repentir de m'avoir confié sa défense, car, sans animosité, comme sans parti-pris, je dirai la vérité, mais toute la vérité. En un mot, je dirai tout ce que je sais, je raconterai ce que j'ai vu, sans cesser de m'appuyer sur des témoignages auxquels je reconnais la valeur de l'expérience personnelle.

Puebla, la troisième ville du Mexique, mais certainement la deuxième par son commerce et la première par son importance au point de vue stratégique, Puebla, dis-je, est assise sur les hauts plateaux, à peu près à égale distance de Mexico et d'Orizava. Plusieurs routes de grande communication de première importance convergent vers cette ville. Ce sont celles d'Orizava à Mexico, de Jalapa à Mexico, d'Oajaca et de Tehuacan à Mexico, de Tlascala à Puebla, etc., etc. Puebla est donc le point naturel de concentration du Pacifique au Golfe du Mexique, pour la partie comprise entre *Tehuantepec* et les états de l'intérieur. En définitive, celui qui est maître de la

ville et du district de Puebla, ne sera pas longtemps sans faire capituler la capitale.

Les Français qui n'avaient pas encore pu rejoindre le corps expéditionnaire arrivaient par bandes dans la ville, afin de profiter de l'*offre généreuse* que le ministre de France au Mexique leur avait faite au nom de son gouvernement. En effet, les journaux de la capitale, dont la haute direction avait son siége soit chez M. Dano, soit chez le maréchal, inséraient depuis quelques mois, en tête de leurs colonnes, que *tous les Français qui résidaient au Mexique et qui désiraient rentrer en France, n'avaient qu'à en faire la demande au cabinet du ministre dans un délai de...* Les frais de rapatriement devaient être à la charge de l'État.

Quatrième point noir !

Aussi, tous ceux qui avaient pu réaliser tout ou partie de leur avoir, ceux qui, n'ayant pu rien réaliser, mais préférant la ruine au déshonneur et à la mort, abandonnaient tout ce qu'ils possédaient, ceux enfin qui, sans fortune acquise, gagnaient largement leurs dépenses journalières et faisaient des économies, tous accouraient se mettre sous la protection du drapeau français, qui ne devait plus être arboré au Mexique.

La colonne que commandait le maréchal, lorsqu'elle arriva à Puebla, dut les incorporer au *convoi civil*, dont elle était le *remorqueur*.

Le maréchal jeta un dernier regard sur le plateau de *San-Lorenzo*, sur lequel sa victoire du 7 mai 1863 avait amené la capitulation de la ville. Nos soldats dirent adieu à cette superbe cité, où on les avait couverts de fleurs

et de couronnes dix jours après la bataille de *San-Lorenzo*, et le convoi se mit en marche pour descendre à Orizava.

La traversée des passages *des petites et des grandes Cumbres* se fit sans trop d'encombre. *Chato-Diaz* et *Figueroa* avaient eu un moment l'idée de faire le coup de feu avec le maréchal, pour lui faire leurs adieux. Mais, en voyant la nombreuse artillerie que celui-ci avait cru prudent de garder avec lui, ils se retirèrent sur les hauteurs et assistèrent au défilé de cette poignée de soldats qui venait de conquérir le Mexique, et qu'une parole des États-Unis faisait revenir en France beaucoup plus vite qu'ils n'en étaient partis.

Le 18, le maréchal faisait son entrée solennelle dans Orizava, à la tête d'une escorte des plus respectables. En outre de sa garde d'honneur (turcos), plusieurs escadrons de chasseurs et de hussards, plusieurs batteries d'artillerie et une infanterie assez nombreuse assuraient la marche de *Son Excellence*. C'était un véritable corps d'armée. Bien osé et bien maladroit eût été celui qui aurait tenté de l'enlever. Aussi put-il revenir sain et sauf auprès de Mme la maréchale, qui l'attendait dans cette ville, en se reposant des fatigues et des souffrances du voyage, d'autant plus dures pour elle qu'elle était dans un état très intéressant.

Une salve de vingt et un coups de canon avait souhaité la bienvenue au représentant de la France. Toute la garnison, en grande tenue, était sur pied, et tous les officiers (à l'exception du commandant supérieur) étaient allés, qui à pied, qui à cheval, recevoir leur chef en dehors de la porte de Puebla.

Enfin, n'eût été la pluie, qui ne cessait de tomber, la fête aurait été des plus brillantes.

Mais chaque chose a son bon et son mauvais côté, comme chaque médaille a son revers.

A une heure du soir, par une pluie battante, le général Douay, enveloppé dans son paletot de voyage, traversait la ville comme un simple bourgeois, avec deux officiers en petite tenue, allait au *Camp de l'Escamela* prendre une de ses brigades, descendait sur *Cordoba*, et, plus tard, continuait sa route sur *Paso del Macho*.

Le maréchal, pour je ne sais quel motif, ne séjourna pas longtemps dans la ville. Les fourgons du train des équipages furent bientôt mis à son service pour transporter ses bagages à la belle maison de campagne de M. *Valeriano Madrazo*. Cette habitation princière est située de l'autre côté de la rivière qui longe le *Camp de l'Escamela*. J'ai ouï dire à des Mexicains qu'il ne s'était rapproché autant du gros de ses troupes, que parce qu'il avait eu vent du projet d'enlèvement que les Juaristes cherchaient à mettre exécution à son endroit. Mais il n'est pas probable que ce soit ce motif-là qui l'ait fait déménager, avec la maréchale, aussi promptement.

Durant les quelques jours que la moitié au moins du corps expéditionnaire se trouva réunie au Camp de l'Esmela, tous les habitants d'Orizava et un grand nombre de Mexicains des environs se faisaient une fête d'aller entendre les musiques, qui, chaque soir, égayaient cette plaine toujours si sombre et si silencieuse. Tous admiraient, pour la dernière fois, ce caractère du soldat français qui change en gaieté ce qui ne respirait que la tristesse. Tous prenaient plaisir à s'entretenir avec *nos pioupious*.. Le plus grand nombre les voyait partir avec peine.... Le Mexicain avait été étonné de la facilité avec laquelle les soldats avaient appris la langue du pays, et il

n'oubliait pas que cet homme, après avoir marché toute la journée et, souvent, s'être battu des heures entières, savait se rendre aussi utile qu'agréable aux indigènes chez lesquels il était logé.

Mais cette promenade au camp ne devait pas avoir une longue durée.

J'ai déjà dit que le maréchal n'avait, pour ainsi dire, fait que passer dans Orizava.

Que s'était-il passé, à son arrivée dans la ville ? On ne saurait trop le dire.

Quoiqu'il en soit, les fournisseurs de vivres avaient dû assurer des provisions pour *quinze mille* hommes, pendant *quinze jours*. M. l'intendant Friant, avec lequel j'ai eu le plaisir de m'entretenir quelquefois, était tellement convaincu de l'exactitude de ces chiffres, qu'il reprochait à M. Berteaud, fournisseur de la viande, de n'avoir pas un troupeau de bœufs assez nombreux, en ajoutant que les troupes resteraient à Orizava probablement plus de quinze jours.

Tout à coup, le maréchal arrive, et, huit jours plus tard, il n'y avait plus un seul soldat français à Orizava.

En effet, le 26 février, le *Camp de l'Escamela* était levé, et le maréchal, avec les généraux Castagny, de Maussion et Osmont, conduisait à Cordoba la dernière brigade du corps expéditionnaire.

Ce départ aussi précipité ne fut compris par personne, et, surtout, par les fournisseurs dont quelques-uns virent, par ce fait, leurs intérêts gravement menacés.

En partant, le maréchal avait abandonné les magasins de vivres avec tout ce qu'ils contenaient : *plusieurs mille charges de maïs, orge, paille, etc., représentant en*

argent plusieurs centaines de mille francs. Je ne fixe pas le chiffre exact de cette perte sèche. L'entrepreneur qui en a été la victime est à Paris, et peut, beaucoup mieux que moi, édifier qui de droit sur ce point important. J'ai tout lieu de supposer qu'il a dû faire des réclamations; car, le lendemain, il venait à Orizava faire constater par les autorités civiles et militaires mexicaines l'état des lieux et la *quantité des marchandises* que le convoi militaire avait abandonnées au premier prenant.

Le 27, le maréchal sortait de *Cordoba* et allait coucher à l'*Atoyac*.

Un spectacle curieux, mais bien triste à voir, c'était la longue queue du convoi civil et militaire.

A côté des lourds charriots chargés, les uns de malades et de quelques vivres indispensables, les autres de canons, de fusils, de munitions, d'effets de campement, etc..., roulaient des véhicules plus légers, transportant des familles entières avec leurs dernières ressources. Femmes et enfants, étendus pêle-mêle au milieu de bagages informes, heurtés, secoués, jetés les uns contre les autres, et, souvent, précipités dans les ornières profondes de la route, criaient, maugréaient, en attendant (un grand nombre du moins), la distribution des aliments de la journée. Les hommes s'attelaient souvent à côté des bêtes de somme pour faire sortir les charriots des fondrières, afin de ne pas rester en arrière et d'échapper aux supplices que leur réservaient les bandes de forcenés qui faisaient la conduite à l'armée française. Là, c'était un

groupe d'hommes et de femmes à pied et couverts de vêtements qui commençaient à devenir des haillons, partageant la soupe et le pain que le soldat français, toujours généreux, s'empressait de leur offrir. Plus loin, c'était une réunion de personnes un peu moins malheureuses et portant tout leur avoir sur le dos, mais succombant à la fatigue, et confiant aux épaules amies du militaire le fardeau contenant leurs dernières chemises et leur dernier vêtement. Tous *s'affalaient* vers Vera-Cruz, comme du sommet de la montagne une avalanche se précipite dans le lit de la vallée.

C'était une grande débâcle humaine, qui faisait pleurer des larmes de sang.

Si on ajoute, dans le fond du tableau, le régiment de femmes indigènes qui accompagnaient le soldat français jusqu'à Vera-Cruz, on aura une peinture assez ressemblante de cette débâcle sans précédent dans l'histoire.

J'aurai l'occasion de revenir plus tard sur ce triste événement dont les plus petits détails sont encore présents à ma mémoire.

Entre *Cordoba* et l'*Hacienda del Potrero*, au lieu nommé *la Pinuela*, un charriot sur lequel étaient chargés deux canons (de 12, je crois) fut détourné de la route. Son propriétaire, le sieur Alvarez, l'avait soustrait à l'escorte et allait le ramener à *Cordoba*, pour le livrer à *Marcos Herreria* qui, au nom de Juarez, devait occuper cette ville dans la journée.

Mais, le 27 également, les troupes Impériales, avec les autorités en tête, partaient d'*Orizava*, pour se replier sur Vera-Cruz où les appelait un ordre du général *Perez Go*-

mez, auquel Marquez avait confié le commandement de cette dernière ville.

Or, au moment où Alvarez, rebroussant chemin, allait livrer les canons aux Juaristes, les Impériaux sortaient de Cordoba, pour rejoindre l'arrière-garde de l'armée française. Grâce à cet heureux contre-temps, les pièces volées tombèrent entre les mains des soldats de Maximilien qui, si je suis bien renseigné, les remirent aux Français.

Le voyageur qui suivait l'armée française à un jour de distance, trouvait sur les routes des armes et des effets d'habillement et d'équipement, abandonnés comme dans la déroute la plus complète; il rencontrait des groupes de soldats avec ou sans armement qui, les larmes aux yeux, tournaient le dos à la France. Ces malheureux, victimes d'une aberration dont ils supportent déjà les tristes conséquences, désertaient un drapeau qu'ils voyaient insulté et bafoué à chaque étape. Ils oubliaient que la politique seule était responsable de ce désastre, et que le drapeau restait avec tout l'honneur auquel il a un droit incontesté.

Le même jour que les Impériaux sortaient d'*Orizava*, et le soir, à cinq heures, le général *Manuel Gomez*, avec une escorte de huit cavaliers (dont cinq étaient des Français déserteurs), occupait la ville au nom de Juarez. De son côté, à douze heures trente minutes, *Marcos Herreria* entrait dans *Cordoba* et envoyait son avant-garde camper à deux cents mètres en arrière de l'arrière-garde de l'armée française.

Les bandes de l'armée juariste qui suivaient le corps expéditionnaire, le suivaient de si près et s'installaient si facilement dans les villes que nos troupes abandonnaient, que l'on eût dit que ce changement, ce remplacement se faisait d'un commun accord.

Le 28 février, toutes les troupes étaient massées autour de *Paso del Macho* ou échelonnées le long du chemin de fer, entre cette ville et Vera-Cruz, sur une distance de douze lieues, la cavalerie en tête avec les *turcos*.

Le 1er et le 2 mars, après avoir laissé les Impériaux aller s'enfermer dans Vera-Cruz, le maréchal avait dirigé plusieurs convois de troupes sur le port d'embarquement.

Dans la soirée du 2, quelques cavaliers juaristes dont un détachement était campé en observation à une portée de fusil, poussaient une charge, en tirant quelques coups de mousqueton, jusqu'au milieu de la place de la ville occupée par nos troupes. Après cette bravade, ils regagnaient tranquillement leur campement. Il est regrettable d'avoir à relater qu'à leur tête il y avait des Français.

Enfin, le 3, toutes les troupes descendaient vers Vera-Cruz, et, le 13, la flotte filait à toute vapeur, remportant en France une armée couverte de gloire.

La conduite du maréchal Bazaine n'avait pas été pour les Mexicains un moindre sujet d'étonnement que celle du général Forey.

Le premier avait mis autant de hâte à rassembler ses troupes que le second avait mis de lenteur à se rendre à Mexico.

Je ne sais si le maréchal Bazaine avait reçu de son gouvernement des ordres dans le sens d'un rapatriement à toute vapeur ; mais, sûrement, le général Forey, dans sa campagne de Vera-Cruz à Mexico qui lui valut le maréchalat, n'agissait que d'après sa propre initiative et selon qu'il lui convenait. Aussi avait-il perdu un temps et un argent précieux *dans les délices d'Orizava.* Il avait donné à l'ennemi le temps de concentrer sur un seul point toutes les forces dont il pouvait disposer, tant en hommes et chevaux qu'en approvisionnements et matériel de guerre. Il avait laissé faire le vide devant nous, car l'ennemi avait pu, tout à son aise, enlever tout ce qui existait en bêtes de somme, charriots, vivres, etc... Enfin, il s'était mis dans les meilleures conditions pour amener un désastre.

A la suite de cette temporisation, on s'était mis en marche sur Puebla, et le siége de cette ville s'était prolongé pendant soixante jours, du 18 mars au 17 mai 1863 (1).

Après la prise de Puebla, on attendait vingt jours avant de se présenter devant Mexico qui n'est qu'à vingt-neuf lieues, et d'où Juarez s'était enfui avec les troupes qui lui restaient. Trois jours plus tard, le général Forey faisait son entrée dans la ville des Aztèques.

(1) On verra plus loin que *Porfirio-Dias*, avec des moyens bien inférieurs, n'a mis que dix-huit jours pour s'en rendre maître. Et cependant l'intervention, pendant quatre ans, avait travaillé aux fortifications de la ville, et l'avait mise dans un tel état de défense, qu'elle pouvait, avec peu de troupes, résister à toute attaque.

C'était le commencement de la saison où la pluie tombe en si grande abondance que les chemins sont en grande partie détruits et les communications très difficiles. Aussi les opérations militaires ne devaient-elles être entreprises qu'avec les plus grandes précautions. En somme, le résultat de la campagne était sinon perdu, du moins gravement compromis.

Le général Forey, débarqué à Vera-Cruz le 22 septembre 1862, pouvait très facilement être à Puebla le 15 octobre et à Mexico le 5 novembre, en admettant qu'il rencontrât partout de la résistance à sa marche en avant. Alors il avait devant lui six mois de bonne saison, du mois d'octobre au mois de mai. Durant ces six mois, les chemins sont bons et praticables aux voitures ; la terre détrempée a repris sa solidité ; les maladies ont fui avec les pluies. L'armée peut alors entreprendre les opérations qui demandent le plus d'énergie et de rapidité.

Si telle avait été la conduite du général Forey, il est certain que la campagne eût été terminée au mois de juin 1863, c'est-à-dire lorsque le général faisait son entrée solennelle dans Mexico.

Que de désastres on eût certainement évités !

Voilà pour l'entrée en scène.

Plus tard, après avoir commis fautes sur fautes, soit dans la direction des opérations militaires, soit dans l'organisation intérieure du pays, l'intervention prend la fuite. Elle était effrayée par une ombre ; un fantôme lui avait fait venir la chair de poule.

Alors, pliant bagages, quand elle croyait pouvoir le faire sans danger, elle courait au galop à Vera-Cruz rejoindre les navires qui devaient la transporter loin du théâtre de son déshonneur. Les jours, les heures, les minutes étaient comptés. Il fallait partir, et partir quand même. Qu'importaient l'argent perdu, les hommes sacrifiés, les lambeaux de drapeau laissés accrochés aux buissons de la route ! Les Etats-Unis avaient dit: *Va-t-en!* et, pour leur montrer son obéissance, elle n'avait pas attendu le terme fixé pour l'abandon du Mexique.

Quatrième point noir !

Sic transit fortuna !

Il m'en coûte beaucoup d'avoir à entrer dans toutes ces considérations. Mais, de même que j'ai suivi pas à pas l'intervention dans sa belle conception aussi bien que dans ses hésitations et ses erreurs, de même je me crois obligé d'élever ma faible voix afin de faire connaître la vérité dans toute sa nudité.

Malgré les fautes sans nombre qui avaient été commises pendant ces cinq ans, le programme de l'intervention devait être considéré comme rempli dans tous ses articles et dans toute son acception. Le Mexique était pacifié; les bandes de perturbateurs et de spoliateurs s'étaient éteintes. L'armée française allait assister l'arme au bras à l'organisation intérieure de ce pays dont les habitants lui avaient donné toutes les preuves de l'estime et de l'amitié. Nos nationaux, plus considérés que jamais, étaient dans les meilleures relations tant avec les indigènes qu'avec les étrangers ; la France avait là un débou-

ché immense pour tous les produits de son commerce et de son industrie; tous les engagements pris par le Mexique pour régler ses dettes passées et faire face à ses dépenses nouvelles allaient être remplis avec la plus scrupuleuse exactitude; le trésor français allait recevoir une somme très importante qui devait lui permettre de faire toucher du dgoit un des plus grands avantages matériels de l'intervention ; l'influence de la France en Amérique allait s'affirmer au point de devenir inébranlable.

Et, c'est à ce moment suprême que l'intervention abandonne tout : les intérêts de la France et ceux de ses protégés qui lui avaient tendu la main avec un aussi grand entraînement !

Les intérêts de la France?... Ils se comptent par centaines de millions dans le présent, et par X... milliards dans l'avenir.

Les intérêts de nos protégés?... Ils sont incalculables.

Mais je dois dire un mot sur ceux que j'appelle nos protégés.

Quels sont ceux qui avaient droit à cette qualification?

Ce sont ceux qui ont reçu l'intervention à bras ouverts. Ce sont les *neuf dixièmes de la population mexicaine*. Je dis les neuf dixièmes et crois être au-dessous de la vérité.

En effet, combien l'intervention avait-elle de soldats pour se rendre maîtresse des destinées du pays et pour l'occuper en entier pendant trois ans?

Je ne crois pas être au-dessous de la vérité en portant à 18,000 le chiffre des combattants toujours en ligne ou prêts à y entrer.

Or, l'armée française, avec un effectif de 18,000 combattants, a parcouru le Mexique du sud au nord, de l'est à

l'ouest. Dans l'espace de deux ans, elle avait pu le pacifier en le purgeant des bandes de voleurs, improprement appelés libéraux. Est-il possible que 18,000 hommes aient pu conquérir et occuper un pays de 1,100 lieues de long, et où une armée entière peut à chaque pas être anéantie par quelques centaines de tirailleurs, si une grande partie de la population ne lui avait tendu les bras et prêté son concours? Evidemment non. Il suffit de poser la question pour qu'elle soit résolue.

Or, quelle était cette grande partie de la population mexicaine qui a prêté son concours à l'intervention pour la réorganisation du Mexique afin d'arriver à sa civilisation?

Ce sont, d'un côté, tous les propriétaires et les travailleurs, et, de l'autre, tous ceux qui, par le commerce, l'industrie et les professions libérales, travaillent au bien-être de leur pays, sans laisser péricliter leurs intérêts privés.

Mais, si je ne m'abuse, c'est là la partie la plus saine de la population, celle qui seule a le droit de s'appeler peuple et d'être respectée comme tel.

Or, si c'est sur des éléments de cette importance que l'intervention française s'est appuyée dans son immixion dans les affaires du Mexique, il est évident qu'elle n'a pas froissé le sentiment patriotique; et que, si le sabre sortait du fourreau, ce n'était pas pour frapper le véritable Mexicain, mais bien celui-là seul, qu'il s'appelle Mexicain ou étranger, qui cherchait et cherche encore la ruine de ce malheureux pays.

C'est avec l'appui de ces gens-là que la France était arrivée à résoudre le problème que les Etats-Unis n'ont pas pu résoudre, et qu'ils ne résoudront jamais.

Puis, tout à coup l'intervention part, en les laissant à

la merci de gens sans aveu, avec lesquels elle avait eu la *faiblesse* de traiter. Elle abandonne ses alliés dans la position la plus précaire. Leurs armées n'existent pas. Le trésor est vide, grâce aux saignées abondantes que lui pratiquait l'intervention, et pour le remplir, ils ne veulent pas avoir recours aux vols et aux emprunts forcés. Enfin, leur cause, quelque bonne qu'elle soit, est perdue par le discrédit dont l'entoure ce prompt départ des troupes françaises. Ils ont compromis leurs plus chers intérêts, leur vie même, et l'intervention leur répond par un *non possumus!*

Je ne sais si c'est au gouvernement français qu'incombe la responsabilité d'une pareille défaillance..... Quoi qu'il en soit, il a dû être grandement trompé par ses mandataires, qui, en position de lui fournir les meilleurs renseignements, ont failli à leur mission, soit par ignorance, soit par *mauvaise* volonté.

Le parti qui s'arroge le titre de libéral avait perdu toutes ses forces vitales. Les quelques défenseurs sur lesquels il comptait étaient obligés de se cacher, traqués qu'ils étaient, comme des bêtes fauves par les indigènes qui les avaient en horreur. Le parti clérical était réduit à résipiscence; et, en somme, la majorité de la population, avec des idées démocratico-conservatrices, voyait avec joie l'inauguration d'un gouvernement qui proclamait la liberté en lui donnant pour soutiens la justice et la force.

Devait-on, parce que, avec l'Empereur Maximilien, on avait éprouvé des déceptions, jeter le manche après la cognée et faire avorter une des plus grandes conceptions du dix-neuvième siècle?

Si l'Empereur Maximilien, qui n'était pour rien dans la résolution de l'intervention, ne pouvait pas résoudre la part du problème dont il s'était chargé, l'intervention devait-elle, faisant litière des résultats prodigieux qu'elle avait obtenus, engloutir dans une même ruine les intérêts pour la défense desquels elle avait dépensé tant de millions, et ceux dont son fait et sa conduite ont causé le désastre le plus déplorable?

C'est à ces deux questions que l'histoire doit répondre, et elle y répondra avec toute sa froideur, mais aussi avec toute sa justice; car le bilán de l'intervention française au Mexique doit s'exprimer en ces quelques mots :

X... centaines de millions perdus, son honneur et son prestige tellement malades que, si elle n'y apporte un prompt remède, la France peut se préparer à en prendre le deuil.

On a vu au commencement la grande idée : voilà, en fin de compte, le glorieux résultat.

Finis coronat opus.

CHAPITRE II

Situation intérieure du Mexique au départ des troupes françaises.

Lorsque l'Empereur Maximilien mit le pied sur le sol mexicain, la cause de Juarez était perdue. Les troupes françaises n'avaient qu'à se montrer dans un district, et Juarez et les siens s'empressaient de se sauver. Il n'y avait pas que le pantalon rouge qui les faisait ainsi fuir et fuir toujours : ils craignaient, avec raison, que les populations, lasses des exactions et des mauvais traitements dont les accablaient ces prétendus défenseurs de la patrie, se joignissent aux soldats français pour leur faire expier leurs méfaits, je dirai plus, leurs crimes. Ils n'occupaient plus que les États de la frontière nord, et encore sentaient-ils que ce dernier asile s'ébranlait sous leurs pieds, pour les engloutir bientôt s'ils ne se hâtaient de s'en éloigner.

Pour établir ce fait d'une façon indiscutable, je vais reproduire deux lettres ; l'une d'un ministre de Juarez et l'autre de l'un de ses généraux les plus connus.

Voici le premier de ces deux documents :

« Saltillo, le 16 juin 1864.
» (*Très secrète.*)

« Monsieur le Président de la République,
» avocat D. Benito Juarez,

» Très cher ami et respectable monsieur,

» Un incident qui vient de se passer me décide à rom-

» pre le silence que j'ai gardé depuis longtemps avec
» vous sur la marche des affaires, et principalement sur
» les faits qui ont eu lieu dans cette ville.

» Au coin de la rue où se trouve la *Commandance mi-*
» *litaire*, l'officier qui présidait une commission de la
» leva (recrutement forcé) est venu jusqu'à moi, se-
» couant son fouet d'un air menaçant, parce que je vou-
» lais lui prouver que l'homme qu'il venait de prendre
» pour l'armée était un domestique honorable, ayant
» une nombreuse famille.

» Ce n'est pas ce fait qui est le motif déterminant de
» cette lettre, mais ce qui vient de se passer m'a fait
» comprendre au vif l'impression produite par ce genre
» d'excès sur les populations, et m'engage à considérer
» les résultats qui, dans l'opinion publique, doivent
» donner ce ferment odieux de haine qui s'introduit,
» comme un mauvais levain, dans le sein d'une infinité
» de familles.

» La multitude de faits semblables qui, ces jours-ci,
» se sont passés sous mes yeux m'a donné beaucoup à
» réfléchir.

» Aujourd'hui-même, le président de la municipalité
» m'a confié un enfant de quatorze ans, dont le père, un
» pauvre artisan ayant cinq enfants en bas-âge et infirme,
» a été enlevé ces jours derniers pour l'armée. Sa femme
» fit plusieurs démarches pour le délivrer et quelques
» visites au quartier, acccompagnée de sa fille aînée,
» qui fut *séduite par un mauvais sujet du même bataillon*
» *dans lequel le père venait d'être incorporé*. Arrachée des
» bras de sa mère, cette petite fut retenue plusieurs jours
» dans cette même caserne; et, lorsqu'elle put s'échap-
» per, elle avait souffert de tels traitements et sa mère de
» telles menaces, que l'autorité a dû chercher une mai-

» son qui put servir de refuge et de garantie à la jeune
» fille.

» Quelles peuvent être les dispositions de cette popu-
» pulation, si l'on en juge par celles de cette mère de
» famille plongée dans la misère avec ses cinq enfants,
» craignant de perdre son mari, dont la maladie ne lui
» permettra pas de résister aux fatigues de la marche, et
» ayant sous les yeux le spectacle d'une fille déshonorée
» et perdue? Je déduis de ce cas les impressions domi-
» nantes parmi le peuple, parce que, je le répète, *les cas*
» *de ce genre sont très nombreux. Les excès de toutes sortes*
» *et les actes de violence ont pris de telles proportions de-*
» *puis que les troupes ont reçu l'ordre de quitter la ville, que*
» *l'autorité politique s'est vue obligée d'autoriser les citoyens*
» *à faire feu sur les commissions de recrutement, puis elle a*
» *donné avis de cette mesure à la commandance militaire.*

» Cette commandance part demain avec ses troupes,
» il serait donc inutile de parler du mal une fois que le
» remède est donné; mais, monsieur le Président, ce que
» je viens de vous raconter n'est pas le mal, mais un de
» ses symptômes. *Le mal est plus profond; il a ses racines*
» *dans les conseils du gouvernement et se lie à l'espèce de*
» *politique qui se développe depuis très longtemps.*

» Permettez-moi de vous dire deux mots à ce sujet.
» Vous savez que je n'ai jamais péché par intrusion et
» que depuis longtemps je ne vous ai pas parlé des af-
» faires de la République, mais *la cause publique est ar-*
» *rivée à un point où nous voyons que les Mexicains n'au-*
» *ront plus de patrie*, quoique cette époque ne soit
» pas encore très rapprochée. Me recueillant en moi-mê-
» me, pour voir ce qu'on pourrait faire contre un tel
» mal, j'ai reconnu que tous mes efforts se limitaient à
» communiquer mes idées pauvres, mais bien intention-

» nées, à celui qui s'est chargé de nous sauver. Je crois » avoir plus de raison que l'Apôtre en m'adressant à » vous, et criant, comme lui : « Seigneur, sauvez-nous, » » parce que je sens, comme lui, que les vagues viennent » de plus en plus pour nous engloutir, *qu'il nous » manque la superficie du terrain que nous foulons,* et je ne » puis attendre, comme lui, notre salut d'un prodige sur- » naturel, mais de l'appui commun des forces humaines. » En effet, monsieur, les flots de l'invasion progressent » sans digue ni résistance, *et les confins du pays où ces » flots ne sont point encore arrivés cèdent sous nos pieds et » se changent en terrain non sûr et ennemi.*

» Ces idées ne sont pas celles d'un esprit assombri. » *Depuis longtemps je les entends formuler par la bouche de » tout le monde.* Aussi les amis du gouvernement qui ré- » sident ici avaient pensé de vous les exposer dans une » lettre confidentielle, et, quoiqu'ils ne soient pas en- » core d'accord sur la forme qu'ils doivent lui donner, et » sur le plus ou moins de convenance d'un tel acte col- » lectif, tous s'accordent à juger la situation politique » comme moi. Je ne crois pas, monsieur le Président, » que tous les citoyens qui ont suivi le gouvernement et » tous ceux qui lui ont donné les preuves d'un loyal pa- » triotisme puissent être taxés de panique.

» *Ils ne peuvent moins faire de s'impressionner en voyant » devenir une réalité les plans et les espérances de l'inter- » vention, qui, il y a un an, provoquaient nos rires et que » nous appellions chimères.*

» *Comment l'envahisseur s'est-il étendu dans le pays, éta- » blissant d'immenses lignes militaires non interrompues. » Comment a-t-il eu la tranquillité nécessaire pour s'occuper des » travaux propres aux temps éminemment pacifiques? Com- » ment a-t-il pu rétablir la ligne télégraphique de Queretaro*

» *jusqu'à Vera-Cruz, la reliant à Chalchicomula par une au-*
» *tre ligne? Comment a-t-il fait arriver jusqu'à Paso-Ancho les*
» *travaux du chemin de fer? Comment a-t-il régularisé le ser-*
» *vice des postes? Comment a-t-il rétabli la sécurité sur les*
» *principales routes? Comment a-t-il pu séduire certaines*
» *populations? Comment a-t-il capté la confiance du pu-*
» *blic qui met en ses mains des convois d'argent comme on*
» *ne l'avait pas vu depuis longtemps? Comment attire-t-il*
» *à lui des membres du parti indépendant? Comment gagne-*
» *t-il du terrain parmi les cours étrangères et le crédit fi-*
» *nancier, jusqu'au point que le frère de l'empereur d'Au-*
» *triche se décide à occuper le trône élevé au Mexique par*
» *l'intervention, et que même le sage roi des Belges induit sa*
» *fille à ceindre la couronne mexicaine, et, enfin, que*
» *les banquiers de Paris et de Londres ouvriront au nouvel*
» *empire leurs coffres pour la réalisation d'un emprunt?*
» *L'impression est encore plus profonde lorsqu'on compare le*
» *tableau qui précède à celui que présente le gouvernement*
» *national.* Dans le courant de cette année, nous sommes
» tombés du piédestal glorieux sur lequel nous avaient
» élevés Zarogoza et les vaillants défenseurs de Puebla.
» Voilà longtemps que la presse étrangère ne parle plus
» des défenseurs de notre indépendance avec les termes
» de respect et de sympathie qu'elle employait même
» après notre départ de la capitale. *Jusqu'au ministre des*
» *États-Unis qui a abandonné le pays; et, que l'on dise ou*
» *que l'on croie ce que l'on voudra, je suis sûr qu'il est parti*
» *avec des impressions défavorables sur la situation du gou-*
» *vernement.*

» *A l'intérieur, nous avons perdu presque tous les cen-*
» *tres de population importants, et le pire est que l'ennemi*
» *a fait la conquête matérielle de toutes ces localités sans*
» *avoir empêché les esprits de lui faciliter la conquête morale*

» *à laquelle il aspire ; et qu'il a réussi, par un système sage,*
» *sinon à captiver les sympathies des Mexicains, du moins*
» *à les refroidir pour la défense nationale.* Notre gouverne-
» nement se trouve dans un coin du pays ignoré des po-
» pulations les plus reculées qui, par ce motif, se sont
» jetées, comme le Yucatan, dans les bras de l'interven-
» tion, et n'ont pas seulement relâché les rênes du pouvoir
» pour s'en affranchir, mais encore elles ignorent ce
» que font et se proposent de faire, dans ces districts éloi-
» gnés, ses délégués politiques et ses généraux.

» *La défense nationale n'étant point sujette à l'action du*
» *gouvernement, a pris un caractère anarchique et destruc-*
» *teur, fécond seulement en ruines et en mauvais renom.*

» Dans cette dernière moitié de l'année, nous n'avons
» rien fait contre l'ennemi, mais nous avons beaucoup
» laissé faire contre le pays et ses habitants. La politique
» paraît limitée, d'après l'organe officiel du gouverne-
» ment, à l'attente des fruits que peuvent produire les
» erreurs et les embarras de nos adversaires. *La nation,*
» *instruite par l'expérience de cette année, ne veut pas*
» *qu'on livre son existence et son avenir au hasard des*
» *complications qui pourraient surgir dans la politique euro-*
» *péenne, au triomphe du gouvernement fédéral des États-*
» *Unis et aux embarras éventuels qui pourraient embourber*
» *l'intervention. En vue des progrès incroyables qu'elle a*
» *pu faire dans le courant de cette année, il est à craindre*
» *que les envahisseurs et leurs auxiliaires arrivent, faute*
» *d'obstacles suscités par nous-mêmes, à dominer toutes les*
» *difficultés*, etc., etc.

» **MM. de Zamacona.** »

Voilà un document bien précieux pour l'histoire de l'intervention française au Mexique.

Il serait difficile, je crois, de donner de meilleures preuves de ce que j'avance sur la question mexicaine.

Un ministre de Juarez, un des hommes les plus estimés du parti libéral, avoue, bien à regret sans doute, que l'intervention a résolu en quelques mois les problèmes que les Mexicains eux-mêmes n'ont pu résoudre depuis tant d'années !... Un ministre de Juarez confesse que les populations reçoivent très bien l'Envahisseur, tandis que l'armée, qu'il appelle nationale, est exécrée partout !... Un ministre de Juarez ne peut s'empêcher de reconnaître que l'intervention opère avec sagesse et honnêteté, tandis que le gouvernement républicain suit une ligne de conduite diamétralement opposée !

Enfin, il constate que le ministre des États-Unis les abandonne.

. . . .

Donc, l'intervention était la bienvenue, puisque les populations lui facilitaient les moyens de détruire *la prétendue armée nationale*.

Donc, en juin 1864, l'intervention avait rempli son programme dans toute son acception, et, pour cela faire, il ne lui avait fallu que quelques mois. Je dis quelques mois, car le temps perdu, pour telle et telle raison en 1863, ne doit pas entrer en ligne de compte.

Et, à ce sujet, on ne saurait trop faire l'éloge du général Bazaine, pour le talent et la vigueur avec lesquels il conduisit les opérations depuis le mois de novembre 1863.

Mais, après avoir vu l'opinion du ministre, il ne sera pas indifférent de connaître celle du général juariste :

« Parras le 25 août 1864.

» A D. Domingo Cabrera.

» Mon cher ami,

» Vous aviez bien raison lorsque vous m'écriviez, le » 15 du mois de février dernier, que la cause de la Ré- » bublique était perdue et qu'avant peu de temps la » cause de l'intervention serait reconnue et acceptée d'un » bout à l'autre du territoire mexicain.

» Aussi bien que vous, je connais la valeur de l'armée » française, et, *quoique nous en disions ou écrivions, sa* » *discipline est à l'abri de toute attaque*. Ces deux qualités » suffiraient pour lui faire gagner des batailles et réaliser » la conquête matérielle de notre pays. Mais la conquête » matérielle n'est rien, surtout au Mexique, où le vain- » queur d'aujourd'hui sera, dans quelques jours, le pre- » mier à entrer en arrangement, pour n'être pas exposé, » non-seulement à perdre tous les résultats de sa campa- » gne, mais encore à se voir couper dans sa retraite, » s'il ne regagne pas assez vite le point par lequel il » aura eu l'audace de mettre le pied sur notre terri- » toire. Aussi ne m'occuperai-je pas de ce côté de la ques- » tion, et le motif qui me détermine à vous écrire, dans » ces circonstances si graves pour notre malheureuse » patrie, est beaucoup plus profond.

» Dès que les populations où nous nous trouvons ap- » prennent l'arrivée des Français, et alors même qu'ils » ont encore cent lieues à faire avant de nous rejoindre, » l'esprit public se déclare assez ouvertement contre nous

» pour que nous soyons certains de trouver des enne-
» mis (et ceux-là sont les plus dangereux) même dans nos
» concitoyens. Voilà ce qui nous tue.

» Que les traîtres (conservateurs) fassent cause com-
» mune avec les Français, cela ne m'étonne pas. Mais ce
» que je ne puis comprendre c'est que ces *imbéciles* d'In-
» diens se laissent séduire par eux et que le commerce
» leur accorde toute sa confiance. Cependant, je suis
» obligé de le constater.

» Oui, cher ami, la République est perdue, si nous
» n'avisons à amener *la discorde dans les rangs des*
» *Philistins*. Là seul est notre salut; et je crois que
» D. Benito a donné des instructions dans ce sens à
» tous nos chefs ou gouverneurs les plus rapprochés de
» l'ennemi ou qui, par leurs opérations, sont appelés à
» entrer en relation avec lui.

» Nous attendons les meilleurs résultats de cette tacti-
» que, si elle est bien conduite.

» Si vous avez quelque chose de nouveau à m'appren-
» dre, vous qui êtes en position d'être bien informé, fai-
» tes-le moi savoir promptement. J'ai communiqué votre
» lettre à D. José; il vous remercie de cœur de votre bon
» souvenir relativement à ce que vous lui dites, et il vous
» prie de surveiller la conduite de 49. Etc., etc.

» Signature *illisible*.

» (Lisez NEGRETE.) »

M. Zamacona avoue la ruine complète morale et matérielle de la cause de Juarez. Il est évident, d'après sa

confession, que le pays renie les prétendus défenseurs de son indépendance ; et la raison dominante de ce fait, c'est que les Juaristes, au lieu d'édifier, n'ont su ou n'ont voulu que détruire.

La cause de l'intervention est gagnée devant l'univers qni observe, et elle est gagnée par le concours de ceux qui, seuls, ont le droit et le pouvoir de la faire avorter.

Et ce fait doit être enregistré dans les annales de l'histoire du Mexique à la fin de l'année 1864.

M. *Illisible* (lisez *Negrete*) ne voit qu'un moyen de salut pour cette situation qu'il déplore et sur laquelle il n'a pas la moindre illusion.

M. Zamacona avait raison. Nous allons voir si M. Negrete s'est trompé.

Postérieurement aux dernières dates dont j'ai parlé, l'armée française, après avoir continué sa marche en avant, a chassé du territoire mexicain toutes ces bandes de voleurs et d'assassins qui constituaient en grande partie la défense du gouvernement de Juarez. Les quelques personnes honnêtes qui, par affection pour le Président, ou par conviction, se trouvaient entraînées dans cette *gabarre*, se sont mises à l'écart, en attendant les événements.

Pendant la première moitié de l'année 1865, c'est-à-dire un an après la lettre de M. Zamacona, les destinées

du Mexique sont entièrement entre les mains de l'intervention française.

L'administration fonctionne partout dans tous ses éléments et dans tous ses rouages.

L'honnêteté s'appuyant sur la force prend le dessus, et le commerce, donnant la main à l'industrie, brave toute espèce de menaces pour apporter dans le pays le bien-être et la civilisation dont il a tant besoin.

Puis l'horizon s'obscurcit. Les bandes qui n'existaient plus apparaissent de loin en loin. Bientôt elles deviennent plus nombreuses, et, enfin, ce ne sont plus des bandes, ce sont de véritables corps d'armée !

En 1866, l'insurrection va toujours grandissant, à tel point qu'elle devient facilement maîtresse des villes et des districts que nous cessons d'occuper et où nous l'avons laissée travailler en toute sécurité à la réalisation de ses plans que, mieux que personne, nous devions connaître.

Tous les Etats du Nord et plusieurs de ceux de l'intérieur et du Sud sont retombés sous la férule de leurs anciens administrateurs.

Les habitants savaient sans doute qu'ils allaient être abandonnés par ceux pour lesquels ils avaient fait le sacrifice de tout ce qu'ils avaient de plus cher sans se préoccuper des éventualités de l'avenir, car tous ceux qui ne furent pas surpris par les événements émigrèrent qui à la Havane ou dans les républiques du centre Amérique, qui en Espagne ou en France.

La nouvelle du repatriement prochain du corps expé-

ditionnaire arrive au Mexique, et voilà tout à coup que du Nord au Sud des armées relativement nombreuses avancent chaque jour vers l'intérieur. Negrete débouchant par le *Cohahuila* entre sans coup férir dans le *Nuevo Leon*. Les anciens chefs de bandes du *Tamaulipas*, qui ne devaient la vie qu'à une indulgence déplacée, reparaissent sur la scène à la tête de bandes plus nombreuses que celles que nous avions détruites. Escobedo, après avoir rejoint Carbajal, Cortina, Trevino, Narranjo, etc., etc., Escobedo, nommé *général en chef* de toutes les troupes du Nord-Est, est bientôt à *Monterey* et à *San Louis de Polosi*. Corona, avec ses dignes amis et lieutenants *Pesqueira* et *Garcia Morales*, descend de la *Sonora* et du *Sinaloa* dans le *Jalisco* et le *Guanajuato*, pendant que *Regules* et les siens, redevenus maîtres de la situation dans le *Michoacan*, donnent la main tantôt à l'un, tantôt à l'autre de ces deux corps d'armée.

Porfirio Diaz qui, grâce à de hautes relations, était parvenu à s'échapper de Puebla et avait bientôt repris *Oaxaxa*, occupe militairement tout l'Etat d'Oaxaxa et peut, au premier moment, se montrer dans les districts de Vera-Cruz et de Puebla, pendant qu'Alvarez avec ses *Pintos* arrivera par le *Chiapas* jusqu'aux portes de la capitale.

Telle était la situation intérieure du pays au commencement de la quatrième période de l'intervention française.

M. Negrete était donc parfaitement renseigné lorsqu'il faisait connaître à son ami le seul moyen de sauver la République et, partant, de renverser l'Empire. Il ne se trompait pas non plus lorsqu'il ajoutait qu'on en attendait les meilleurs résultats.

Juarez, voyant que la retraite des troupes françaises s'affirme au point que, dans quelques jours, le drapeau tricolore ne flottera plus sur le sol mexicain, Juarez, dis-je, s'empresse de faire acte de présence, et l'on apprend qu'il est à Monterey et qu'il va bientôt aller occuper à *San Luis de Potosi* le logement que lui a préparé Escobedo.

Donc les troupes juaristes avaient suivi pas à pas les colonnes françaises dans leur mouvement de retraite. Elles allaient se grossissant chaque jour par l'incorporation de gens sans aveu, de tous ceux que l'on désigne sous le nom de vagabonds auxquels le départ de l'armée organisée et disciplinée rendait toute leur liberté d'allures. Il y avait aussi des jeunes gens de familles aisées qui, heureux de porter une épaulette aussi facilement gagnée, s'engageaient comme officiers dans ce corps dans l'âme duquel les sentiments patriotiques n'existaient pas.

Telle était la composition des cadres de l'armée juariste. Avec ces premiers éléments on tombait à l'improviste sur les petites localités et sur les villages indiens. On pillait, on volait tout ce qui tombait sous la main, et la représentation se terminait par l'enrôlement forcé de tous les habitants un peu valides.

Cette organisation militaire, ainsi que ce recrutement sur lequel elle s'appuie, sont regardés à l'étranger comme fables inventées à plaisir. Mais les personnes et les choses de l'Amérique sont tellement dans le domaine de l'inconnu pour tout observateur européen, en admettant même qu'il soit sérieux et impartial, que presque tous les jugements portés sur les événements qui se succèdent

dans le nouveau monde sont généralement entachés de la fausseté la plus complète.

Certains narrateurs, après observation faite à distance, déduisent par le raisonnement ce qui doit se passer de l'autre côté de l'Océan de ce qui se passe en Europe. Ils sont dans l'erreur la plus grande; mais ils sont de bonne foi, et, partant, ont droit à tout le respect qui est dû à l'homme qui se trompe sans cesser d'être honnête.

D'autres, avec l'expérience la plus complète, avec les données les plus sûrement établies, s'engagent dans une route qui n'est pas la vraie, et, par l'appui de leur témoignage autorisé, fortifient chaque jour la propagation d'une erreur qui doit être bientôt si funeste à l'Europe. A ceux-ci le blâme le plus sévère, parce qu'ils assument une responsabilité d'autant plus grande que les malheurs et les désordres engendrés en grande partie par leur fait sont plus préjudiciables à leur pays d'abord, et par suite à l'humanité en général.

Mais il est bon d'arrêter ici cette digression, qui aura sa place dans un autre chapitre avec pièces et documents à l'appui.

De tous côtés les bandes s'étaient donné rendez-vous pour escorter le drapeau de la France en lui décernant les honneurs de l'insulte et du mépris; et, pendant ce temps, des agents du chef de l'expédition traitaient jusqu'au dernier moment, c'est-à-dire jusqu'au 2 mars, avec le secrétaire de Porfirio Diaz, un Français du nom de Thièle.

Le pillage et les boucheries d'*Hermosillo* et de *Bagdad* pendant l'occupation, ainsi que les drames sanglants, qui, après l'évacuation de *Guaymas* par les troupes fran-

çaises, avaient porté la terreur, la ruine et la honte dans la colonie française de ces districts, prouvaient surabondamment ce que l'on devait attendre de la plèbe du Mexique poussée en avant par la plèbe des Etats-Unis. Aussi le cœur se serre, la raison se voile, en pensant aux agents qui, avec la connaissance la plus complète des personnes et des lieux, n'ont pas affirmé avec toute l'énergie qu'on attendait d'eux, le respect qui est dû au drapeau français, ont abandonné à la merci d'une soldatesque barbare des gens qui n'avaient rien à démêler avec les idées et la conduite de l'intervention, et ont fait couler un sang pur et généreux dont la France a le droit, je dirai plus, le devoir de se montrer orgueilleuse !

Le maréchal était encore à Mexico que déjà dans les villes de l'intérieur et du littoral du Pacifique, telles que *Durango*, *Guanajuato*, *Leon*, *Mazatlan*, *Tepic*, *San Blas*, etc., les scènes les plus dégoûtantes préludaient à la représentation sanglante et permanente dont le dernier acte n'est pas encore joué.

Des familles françaises établies au Mexique depuis un temps éloigné, et qui, par leur travail et leurs économies de chaque jour, avaient acquis une position indépendante et influente sous tous les gouvernements, se sont vu dépouiller de tout ce qu'elles possédaient ; les unes ont eu quelques-uns des leurs assassinés, les autres ont dû assister au plus lâche de tous les attentats, au viol des filles d'abord, des mères ensuite.

Par respect pour la douleur poignante de ces personnes, je m'abstiendrai de citer leurs noms, car beaucoup sont en France ou ont leurs parents les plus rapprochés sur le sol de notre patrie bien-aimée.

En présence de ces faits qui inspiraient l'horreur la plus profonde, un grand nombre de Français, profitant de l'offre que leur faisait, par la voix des journaux, le ministre de France de les rapatrier, étaient accourus à Mexico pour suivre les troupes avec lesquelles ils n'avaient rien à craindre. . . . .

Pendant ce temps, le soldat français, dans le cœur duquel bat avec force l'amour de la patrie, frémissait d'être obligé d'assister, l'arme au bras, à ce spectacle horrible.

Une occasion se présenta de faire sentir à ces bandits ce que peut l'indignation de la France lorsqu'elle est blessée au cœur. M. X..., chef d'escadron de hussards, avec 400 hommes environ, hussards, zouaves, cavaliers mexicains (*Trujeque*), se porta sur *Tlaxcala*, où des forces ennemies considérables commençaient leurs ravages. Après un combat de deux heures, la position de *San Martino* était enlevée à la baïonnette. L'ennemi était en pleine déroute, laissant plus de 800 hommes tués ou blessés sur le champ de bataille.

Les juaristes en furent grandement surpris et manifestèrent publiquement leur désappointement. Ils allèrent jusqu'à dire que le maréchal devait désavouer cette rentrée en ligne des troupes françaises et infliger une punition sévère à l'officier supérieur qui avait conduit les soldats français au feu. — Je ne sache pas qu'un désaveu ait été donné par le maréchal. Je ne crois pas non plus que M. X... ait eu à subir la moindre punition. Il y a des faits d'une logique écrasante, et dont la force morale est si grande qu'on est obligé de s'incliner et de se rendre à l'évidence.

Tous les Français habitant le Mexique étaient donc pris dans cette alternative: ou rentrer en France en abandonnant, pour la plupart, les quelques ressources qu'ils avaient eu tant de peine à gagner pendant de longues années, ou rester dans le pays pour y continuer leur industrie ou leur commerce, puisque la réalisation de leur avoir était chose impossible.

D'un côté la ruine pour sauver la vie, de l'autre les déboires les plus désespérants suivis des supplices les plus atroces pour sauver quelques bribes de la propriété..... telle était la situation faite à nos nationaux!

Lorsque, au nom de Juarez, un chef quelconque de bande entrait dans une ville, il commençait par ordonner la remise immédiate entre ses mains de tout le numéraire dont il connaissait l'existence. Plus tard, le gouvernement validait et régularisait cet acte d'arbitraire en décrétant que les villes devaient verser dans les 24 heures au Trésor le montant total de leurs impôts qu'il n'avait pu percevoir pendant l'occupation française. Les étrangers, les Français surtout, étaient dans l'obligation de s'exécuter immédiatement pour ne pas s'exposer aux emportements brutaux des représentants du gouvernement. Je connais un Français ayant une fortune d'environ 100,000 francs, qui a dû en verser 30,000 dans la caisse du gouverneur juariste!

Quant aux Mexicains qui avaient admis ce nouvel ordre de choses, ils se sont vus dans l'obligation de s'expatrier en abandonnant, presque tous, leurs propriétés saisies par le gouvernement de Juarez pour être données en récompense à ses fidèles... qu'il croit ses amis.

Le gouvernement de l'Empereur Maximilien, abandonné à lui-même, sans argent, sans armée, devait, dans le plus court délai, se mettre en mesure de parer aux éventualités. Il avait des généraux et de bons généraux, mais il lui fallait des soldats.

Un général et un intendant français MM. Osmont et Friant, avaient été chargés l'un des affaires de la guerre, l'autre du portefeuille des finances. Immédiatement tout avait changé. L'armée organisée sur des bases solides promettait les meilleurs résultats. L'ordre, les capacités et l'honnêteté apportées dans l'administration des finances allaient faire entrer dans les caisses du Trésor 30 millions de piastres (150 millions de francs). Il ne leur avait fallu qu'un mois pour opérer cette révolution importante. Puis, tout à coup, on les enlève à l'Empereur, et ordre leur est donné de reprendre leurs fonctions dans l'armée française.

Les autorités françaises qui avaient toujours eu la haute main dans la gestion des affaires des villes et des districts n'avaient plus d'autre mission que de prendre de l'argent sans s'occuper d'en faire rentrer.

Les juaristes, maîtres de villes voisines de celles soumises à l'administration de l'Empire, pouvaient en toute tranquillité se livrer à toutes sortes d'exactions, arrêter les diligences et les convois, et emmener avec eux les personnes qu'ils allaient chercher jusque dans leur maison afin d'en tirer la meilleure rançon.

En présence de tous ces virements et revirements, la confiance s'était perdue. Le haut commerce se tenait à

l'écart. Les entrepreneurs de transports n'ayant plus de chargement pour leur convois, se ruinaient en dépenses improductives, car il fallait toujours que chacun nourît ses 2 ou 3,000 mules. Et encore devaient-ils s'estimer très heureux lorsqu'on ne venait pas les leur voler pour monter la cavalerie. Le marasme le plus écrasant étreignait le mouvement commercial jusqu'à ce que mort s'en suive.

L'intervention française avait donné la vie politique et économique au Mexique. Son départ le plongeait dans l'atonie la plus effrayante.

Mais alors, pourquoi abandonnait-on une partie gagnée?... Comment le gouvernement français avait-il pu donner l'ordre à ses représentants au Mexique de descendre leur pavillon, de faire leurs malles et de rentrer en France?

Pourquoi??

C'est que, de même que Zamacona avait reconnu que la cause juariste était perdue et celle de l'intervention gagnée, de même Negrete avait vu que la situation ne pouvait être sauvée qu'au moyen de la *division dans le camp des Philistins*. Et, encore, je n'envisage la question qu'au point de vue français. C'est-à-dire que l'Empire du Mexique reste complétement en dehors. Nous étions allés au Mexique pour défendre les intérêts français et assurer le prestige de la France. La tâche était remplie. Le problème était résolu. Et, au lendemain d'une campagne sans pareille dans l'histoire; après cent combats titaniques; lorsque, après la victoire, va être célébré le couronnement, vous prenez la couronne et vous la foulez sous les pieds!

Pourquoi ce revirement subit? Pourquoi cet abandon des intérêts de toute une nation?... Pourquoi?

Parce que le cœur humain a ses défaillances, et que Negrete en connaît les faiblesses... Parce que, pour des motifs blâmables à tous égards, on n'a pas voulu que la France fût grande et prospère, avec toute l'énergie, mais aussi avec tout le désintéressement qu'exige l'amour de la patrie!

Je l'ai déjà dit plus haut, je n'envisage la question que sous un seul point de vue: la sauvegarde des intérêts français, tout en ne perdant pas de vue ceux des Mexicains qui nous avaient reçus en amis.

C'est pour cela qu'il est évident qu'on n'a pas tenu compte des intérêts mis en jeu, et que, si lord Napier a reçu les honneurs des ovations de la chambre des communes et de celle des lords, c'est tout simplement parce que lord Napier savait qu'il avait à rendre compte de ses aits et gestes devant les chambres.

Or, l'expédition d'Abyssinie est à l'expédition du Mexique ce que 1 est à X. . . . .

Et la France qui a tout pour elle, avantages moraux et matériels, la France qui est reçue en libératrice par les indigènes éblouis par l'ardeur des rayons de sa gloire et de son libéralisme, la France déchire de gaieté de cœur les plus belles pages de son histoire!!! . . . .

. . . .

Non, mille fois non! La France n'a rien déchiré... Si Napoléon III a eu une grande et noble idée, et si les uteurs en ont fait un enfant mort-né, la France dira

Napoléon III, mais elle lui dira avec toute la force patriotique du sang des enfants de 89 : Je ne connais pas de maître, je ne connais qu'un mandataire, et ce mandataire, ce fondé de pouvoirs, c'est vous, Napoléon III !!

Comme gérant de mes affaires, comme administrateur de la chose publique, vous avez eu une grande et noble idée ! Vous avez voulu que je sois ce que je dois être !... et... je ne suis plus rien du tout ! . . . . . .

La France rend à l'Empereur ce qui appartient à l'Empereur . . . .

Vous, donc, qui êtes l'Empereur, écoutez mes plaintes et rendez à la France ce que personne n'oserait lui refuser !

CHAPITRE III

Dernières heures du deuxième empire mexicain
Mort de l'empereur Maximilien
L'impératrice Charlotte



L'Empire mexicain, après une longue série de fautes commises, les unes par le gouvernement mexicain, les autres par l'intervention, allait à la dérive, et sa ruine paraissait imminente. L'Empereur Maximilien avait enfin reconnu l'erreur dans laquelle il était tombé en appelant dans ses conseils des hommes comme Ramirez, Robles, Somera, etc., etc. Il voyait, également, avec quelle fidélité les gouverneurs ou généraux qui avaient reconnu l'Empire, et auxquels on avait confié des postes importants, remplissaient leurs engagements. Trahi par ses ministres qui étaient continuellement en relations avec l'ennemi; abandonné par l'intervention au moment où son concours lui était plus que jamais indispensable, il se voyait seul pour lutter contre tous. Il comprenait que ses ennemis les plus dangereux n'étaient pas dans le camp des Juaristes, mais bien dans le palais impérial.

La vérité se faisait jour sur le drame du *Rio-Frio*, et, malgré sa répulsion à admettre que le guet-apens dans lequel était tombée l'ambassade belge fût l'œuvre de membres de son ministère, il était obligé de reconnaître que l'accusation grave que l'on portait dans le public contre ces fonctionnaires n'était pas sans quelque fondement. Enfin, l'insuccès des démarches du général Al-

monte et de l'impératrice Charlotte à Paris, et la maladie grave à laquelle la *courageuse femme* menaçait de succomber, avaient comblé pour l'Empereur la mesure des déboires et des chagrins de toutes sortes. Le moment était suprême; il fallait prendre une décision suprême.

Depuis quelque temps, les choses allaient de mal en pis. Il y avait trois pouvoirs, trois gouvernements, qui géraient ou voulaient gérer les affaires du Mexique : le gouvernement de l'Empereur, celui de l'intervention et celui de Juarez.

Le gouvernement de l'intervention, avec la plus grande liberté d'allures, s'adressait tantôt au premier, tantôt au dernier, suivant l'occurence. Le gouvernement de Juarez, auquel on ne connaissait aucun siége, était représenté dans toutes les villes par des agents plus ou moins autorisés. Il n'existait nulle part, et on le trouvait partout.

Dans les villes où il y avait des troupes françaises l'autorité militaire était entre les mains d'un chef français et l'administration civile ne devait être confiée qu'à des agents de l'Empire. Les deux autorités recevaient quelquefois de leurs chefs respectifs des ordres complétement opposés. De là des tiraillements et des animosités qui produisaient un malaise général dans l'administration de la chose publique.

L'Empereur, réduit à l'impuissance, ne disposait d'aucun moyen de répression pour empêcher les désordres. Il voyait, d'ailleurs, qu'on ne voulait plus traiter avec lui de puissance à puissance, et qu'il était un empêchement à la réalisation des idées de l'intervention qui avaient pris une nouvelle direction.

Dans cet état de choses, il se résolut à déposer sa couronne dont le fardeau était si lourd à porter. C'est après avoir pris cette décision qu'il partit de Mexico et refusa de voir le général Castelnau, avec lequel il n'avait que faire.

On a beaucoup parlé, et dans des sens bien différents, du refus net et catégorique par lequel l'Empereur avait répondu à la demande d'audience que l'envoyé extraordinaire de Napoléon III lui avait adressée.

L'Empereur Maximilien n'ignorait pas que le général Castelnau venait au Mexique comme exécuteur suprême mais irresponsable d'une politiqne qui lui était hostile. Lorsque ce dernier montait à Mexico, l'Empereur descendait à Orizava, d'où il se proposait d'aller s'embarquer à Vera-Cruz pour revenir en Europe. Il ne comptait donc plus s'occuper des affaires du Mexique et encore moins de celles de l'intervention ; et le maréchal le savait bien, puisqu'il avait pris ses précautions pour parer à toutes les éventualités dès que lui serait parvenue la dépêche électrique lui annonçant que l'Empereur avait quitté le sol mexicain.

Or, l'Empereur, lorsqu'il se croisa en route avec le général, ne devait pas faire supporter à celui ci, qui n'en pouvait mais, les emportements de son indignation dont il ne faisait pas mystère ; et, cependant, il lui aurait été difficile de se contenir en présence de celui qui venait lui signifier son arrêt de mort.

Sa Majesté se conduisit donc avec beaucoup de sagesse en évitant une entrevue qui ne pouvait qu'être très désagréable pour l'un et pour l'autre.

Arrivé à Orizava, le 27 octobre, l'Empereur se reposait depuis quelques jours dans cette ville des fatigues du voyage, et cherchait des distractions dans des promenades quotidiennes tantôt, à pied, tantôt à cheval, en attendant l'heure de l'embarquement. Une quantité de bagages était déjà à Vera-Cruz, et l'on s'attendait à chaque instant à voir partir Sa Majesté, lorsque arrivèrent les généraux Miramon et Marquez que des ordres sévères avaient jusqu'à ce jour retenus loin du pays où leur présence était indispensable.

Le jour même de leur arrivée, ces deux généraux étaient appelés par l'Empereur, qui s'entretint plusieurs heures avec eux.

Quelques jours plus tard, les ministres et le conseil d'État étaient convoqués à Orizava, et, après quelques réunions générales, le 20 novembre, Maximilien revenait sur ses premières résolutions. L'acte d'abdication était déchiré, et le peuple mexicain apprenait, le 22, par une proclamation, que l'Empereur conservait toujours les rênes du gouvernement.

Les représentants de la France, comme on l'a vu dans le premier chapitre, n'avaient tenu aucun compte de la lettre de convocation aux réunions d'Orizava que leur avait adressée l'Empereur. Aussi, ainsi que je l'ai déjà dit, ils ont assumé une grande responsabilité.

Toutefois, je ne reviendrai pas sur ce fait, qui a certainement eu la plus grande influence sur les événements qui ont suivi la résolution suprême du 20 novembre.

L'Empereur, après s'être résolu à porter encore le far-

deau du pouvoir, organisa à nouveau immédiatement les différentes branches des administrations civiles et militaires. Dans les circonstances présentes, l'administration militaire devait nécessairement primer l'administration civile.

Le Mexique fut divisé en cinq grands commandements. M. Salazar Illaregui fut chargé de l'administration du Yucatan ; Marquez eut le grand commandement de la capitale et des districts de l'Orient ; Mendez fut chargé de la défense des districts de l'Intérieur ; Méjia eut ceux du Nord-Est, et Miramon les provinces du Nord-Ouest.

Seuls Mejia et Mendez avaient des corps d'armée organisés et habitués à leur commandement. Les troupes de la capitale passaient sous les ordres de Marquez et Miramon devait organiser lui-même l'armée dont il avait besoin.

Les caisses du trésor étaient à sec, mais les cléricaux et les conservateurs s'étaient engagés à fournir à l'Empereur la somme de 4,000,000 de piastres.

Marquez avait la confiance des cléricaux, et Miramon comptait, à juste titre, sur l'affection et le dévouement d'un grand nombre de ses compatriotes. L'influence de Mejia dans toute la *sierra* était connue de tous ; et, depuis longtemps, Mendez n'avait rien perdu du prestige que lui avait acquis sa brillante campagne du Michoacan.

Mais le temps pressait. Les Juaristes, suivant en masses armées et se grossissant chaque jour l'armée française dans sa retraite, débordaient de tous côtés. Il était urgent d'opposer une digue à ce débordement qui prenait des proportions de jour en jour plus grandes.

Aussi, l'Empereur, après avoir paré aux nécessités les

plus pressantes, avait-il assuré la défense de Mexico, Puebla et Vera-Cruz.

Miramon, avec cinq cents hommes, était parti de Mexico le 16 janvier, et, après une marche aussi hardie que rapide, avait fait son entrée dans Zacateccas, d'où Juarez, à la tête de 3,000 combattants, s'était enfui deux heures avant !

Quelques jours plus tard, il s'était porté sur *San Luis de Potosi* ; mais, forcé de se retirer devant des troupes vingt fois plus nombreuses que commandait en chef *Escobedo*, il était revenu sur *Zacateccas* et, de là, sur *Aguas Callientes*.

Marquez avait pris le commandement de la capitale et des districts de *Puebla* et de Vera-Cruz.

Puebla, avec une bonne garnison et une artillerie respectable, était assiégée par Porfirio-Diaz et les bandes de *L'Oaxaxa*, des environs de Mexico et des terres chaudes. Alvarez, avec ses *Pintos*, donnait la main à l'ami de Juarez, tout en agissant avec la plus grande indépendance.

Corona, avec ses dignes lieutenants *Garcia-Morales* et *Pesqueira*, venait de déboucher dans le Jalisco et menaçait Guadalajara.

L'Empereur Maximilien était parti dès les premiers jours de février pour aller rejoindre Miramon, et prendre le commandement en chef de l'armée active. Avec Sa Majesté marchait Marquez, comme *Major-Général*. Les généraux Mejia, Mendez, Castillo et autres s'étaient également repliés sur Queretaro, où l'Empereur avait établi son quartier-général.

Avec un pareil état-major et les 8,000 hommes de troupes qui composaient son armée, Maximilien non-seulement était invincible, mais encore pouvait tenter quelque opération qu'il jugerait convenable. Plus tard, Marquez, avec mille soldats environ, se dirigea sur Mexico, où il avait pour mission de réunir un corps d'armée de 4 à 5,000 hommes et de revenir sur Queretaro, afin de couper l'ennemi entre cette ville et *San-Luis de Potosi*.

Autour de la ville de *Queretaro*, vinrent camper toutes les forces de *Corona*, *Regules*, *Escobcdo* et une partie de celles d'Alvarez, en un mot, à part l'armée de *Porfirio-Diaz*, toutes les troupes plus ou moins disciplinées du Nord-Est, du Nord, de l'Intérieur et du Sud-Est, formant un effectif d'environ 24,000 hommes.

Dès le 27 février, les communications étaient coupées entre Vera-Cruz et Mexico, et personne ne pouvait circuler pour vaquer à ses affaires sans une permission écrite d'un chef de bandes ou de bandits le plus rapproché. Il est bon d'ajouter que cette permisssion ne produisait pas de grands résultats, attendu que les autres chefs ne reconnaissaient aucun pouvoir à leurs collègues, et ne laissaient passer qu'après versement de sommes assez fortes quand le voyageur avait de l'argent, ou lui prenaient sa monture et ses effets, s'il s'avisait d'être assez *malhonnête* pour ne pas porter d'argent sur lui.

Le 3 avril, Puebla tombait au pouvoir de *Porfirio-Diaz*.

Trois batteries de la Ville avaient été *vendues*, une 14 piastres, une autre 7 et l'autre 4, en somme 25 piastres ou 125 francs !

L'assaut principal avait été donné par l'élite de l'armée de l'*Enfant de Oaxaxa*. Ce corps d'élite se composait presque uniquement de Français (*de déserteurs*, s'entend).

Marquez, venu trop tard au secours de la ville pour en faire lever le siége, avait été battu par *Porfirio-Diaz* et forcé de rentrer à Mexico avec son armée débandée. L'instinct de la conservation a toujours été, chez ce général, celui qui prime les autres. S'il ne voit pas la victoire assurée, ou s'il ne se sent pas appuyé par des troupes comme les bataillons français, il donne ses ordres, et, pendant qu'on les exécute, il se retire en lieu de sûreté. Voilà ce qu'est Marquez, et, chose incroyable, incompréhensible, son nom est un épouvantail, même pour ses ennemis, et, à plus forte raison, pour ses amis, car il ne les ménage pas plus les uns que les autres. Quoiqu'il en soit, Marquez laissa ses troupes se débrouiller comme elles purent avec celles de *Porfirio-Diaz*, et rentra à Mexico avec 150 *cavaliers*. Le lendemain, le reste de son armée qui, malgré l'absence de son chef, avait fait bonne contenance, arrivait à la capitale par groupes plus ou moins nombreux. En somme, Marquez avait perdu fort peu de monde et avait acquis un nouveau titre à son sobriquet de *Renard*.

Après la chute de Puebla, il ne restait plus aux Impé-

riaux que trois villes : Mexico, Queretaro et Vera-Cruz.

Queretaro, comme on l'a vu haut, était assiégée par *Escobedo* et consorts. Mexico allait l'être par *Porfirio-Diaz*. Quant à Vera-Cruz, depuis le 15 mars, on ne pouvait plus y pénétrer par terre. Le général *Benavides*, venu de *Tlacotalpan*, avec quelques troupes auxquelles s'étaient jointes plus tard celles de *Manuel Gomez* et de *Marcos Herreria*, la tenait bloquée assez efficacemnt pour qu'on ne pût se hasarder à forcer ses lignes sans s'exposer aux plus grands dangers.

Les autres villes et districts étaient administrés militairement, ou, pour être plus dans le vrai, étaient livrés sans merci à la cupidité et aux brutalités de bandits qui, de leur propre chef d'abord, et, plus tard, avec patentes du gouvernement, s'étaient faits officiers supérieurs.

Il y avait nécessairement des exceptions, mais elles étaient si rares qu'on n'en faisait pas tout le cas auquel elles avaient un droit incontestable. Comme exemple, je citerai le général *Manuel Gomez* qui, pendant le temps qu'il a eu le commandement supérieur d'Orizava, a su mériter l'estime de tous les honnêtes gens. Mais il faut dire que ce général ne prêtait son épée aux Juaristes que provisoirement et à certaines conditions qui ne pouvaient que lui faire honneur. Aussi fut-il bientôt remplacé par un agent qui ne reconnaît que la loi de l'arbitraire.

J'ai souvent entendu le général Gomez faire les plus grands éloges de la *contre-guerille* et dire que *si le Mexique avait trois Dupin conduits par la même tête, l'anarchie serait détruite dans une année et le pays sauvé*. Il aurait dû ajouter que, avec les trois *Dupin*, il aurait fallu des hommes comme en avait le colonel d'état-major, tels que les

d'Elkingen, *Veyret*, *Sudry*, *Rapho* et autres qui enlevaient leurs escadrons ou leurs compagnies avec un élan qui tenait du vertige, ou qui mitraillaient l'ennemi à coup sûr à des distances où celui-ci se croyait à l'abri de toute espèce de danger.

En résumé, depuis longtemps le Mexique n'avait été en proie à une désorganisation aussi complète.

Le 20 mars, personne ne pouvait plus pénétrer à Vera-Cruz sans aller chercher au camp de *Casa-Mata*, quartier général de Benavides, la permission d'aller s'embarquer à *Boca del Rio*, pour se faire transporter au bord des navires de guerre en station à *Sacrificios*.

J'ai connu plusieurs de nos compatriotes, tels que MM. Echarren, Pierson, Jauffrey, Mme Couturier et sa fille, qui ont dû aller souvent au camp avec des permis d'embarquement délivrés par les autorités, et se sont vus dans l'obligation de rebrousser chemin en dépensant dans ces marches et contre-marches tout l'argent qu'ils destinaient à leur voyage d'outre-mer.

Moi-même, après avoir reçu avis que ma tête avait été mise à prix, j'avais dû me mettre en fuite... Le 20 mars, j'étais arrêté à *Paso del Macho*, et après avoir reçu, au milieu de la place publique, la bastonnade la mieux administrée qui m'avait broyé tout le bas du corps, je n'avais dû d'échapper au dernier supplice qu'à l'intervention courageuse de M. *Charles Schetlin*, Prussien d'origine. Je ne saurais trop faire l'éloge de cet homme brave et dévoué, non-seulement pour le service impayable qu'il m'a rendu, mais aussi pour les bons offices dont il a été

si prodigue à l'endroit de tous les Français qu'il savait être exposés à quelque danger. Il a souvent risqué sa vie pour sauver celle de quelques-uns de nos compatriotes.

Pendant ce temps, l'Empereur Maximilien, enfermé dans *Queretaro*, faisait, de temps à autre, des sorties pour dégager la place et essayer la valeur des troupes qui l'assiégeaient. Chacune de ces sorties était toujours couronnée de succès d'autant plus importants qu'il avait sans cesse en face de lui un effectif dix fois plus nombreux que celui dont il disposait.

Marquez, qui devait marcher sur *Queretaro* et prendre les troupes assiégeantes par derrière pendant que l'Empereur les attaquerait de front, faisait toujours faux bon; ce qui n'empêchait pas le traître Lopez de faire savoir à Sa Majesté par un expédient aussi honteux que souvent répété que le général Marquez était toujours à la veille d'arriver. Aussi Maximilien qui, tout en voulant remporter une brillante victoire, cherchait à ménager la vie de ses quelques soldats, attendait-il l'arrivée du gouverneur de Mexico pour frapper un grand coup. On a vu plus haut que celui-ci avait pris la direction contraire et était allé se faire battre par *Porfirio-Diaz*.

Voici l'expédient dont se servait le sieur Lopez : chaque fois que, dans une sortie, les troupes impériales bousculaient un peu trop fort l'ennemi, Lopez accourait tout essoufflé, au galop de cheval, remettre à l'Empereur un

pli qu'il recevait, disait-il, à l'instant même, du général Marquez. Cette dépêche, où l'écriture de Marquez était parfaitement imitée, avertissait Sa Majesté que celui-ci arrivait à marches forcées avec 6,000 hommes de bonnes troupes. Le détail même de la composition de ce corps d'armée était fait avec un soin qui entrait dans les habitudes du gouverneur de Mexico. Lopez ne s'en tenait pas là, et, plus tard, il présentait à Sa Majesté des *coquins comme lui*, sur le dos desquels il avait mis l'uniforme du régiment de *Quiroga*, lequel régiment faisait partie des troupes de Marquez. Alors le tour était joué, et la tête de Maximilien était non-seulement vendue, mais presque livrée.

MORT DE MAXIMILIEN Ier

Enfin, l'Empereur Maximilien, las d'attendre, se résolut à faire une sortie définitive et à passer sur les corps d'Escobedo, de Corona et de leurs lieutenants, afin d'opérer lui-même sa jonction avec les troupes de la capitale. — Le 14 mai, dans la nuit, il rassemblait tous ses généraux en conseil, et il fut décidé que le lendemain

matin on irait chercher l'ennemi pour l'attirer en rase campagne et en finir une fois pour toutes.

Ceci ne faisait pas le compte du sieur Lopez qui était pressé par Escobedo de tenir sa promesse et de livrer son bienfaiteur. Aussi ce lâche qui, cette nuit, avait la garde du poste principal de la ville, se rendit-il promptement et en secret au campement du *muletier* (Escobedo). Celui-ci, après avoir eu connaissance de la décision de l'Empereur et de son conseil, se fit remettre le poste de la *Cruz* que commandait le colonel Lopez. Le misérable, pour arriver à ses fins, avait retiré tous ses postes avancés, en leur disant que la concentration se faisait pour la sortie définitive du lendemain ; et, au fur et à mesure que s'opérait l'évacuation, un détachement ennemi venait prendre possession de chaque poste. Lorsque quelque chef de poste demandait à Lopez quelles étaient les troupes qui prenaient leur place, ce dernier leur répondait que c'étaient des troupes de Marquez qui venaient d'arriver, et qui, très fatiguées par la marche rapide qu'elles avaient exécutée depuis Mexico, allaient être chargées de la garde de la ville, pendant que celles de *Queretaro*, plus fraîches, attaqueraient l'ennemi avec tout l'entrain dont elles avaient fait preuve tant de fois.

C'est ainsi que, le lendemain, lorsque l'Empereur, averti de ce qui se passait, voulut se mettre à la tête de ses troupes et attaquer l'ennemi, la ville était déjà au pouvoir des Juaristes.

Sa Majesté pouvait facilement s'échapper en passant sur le corps de tous ceux qui auraient tenté de lui barrer le passage, mais l'*homme* fut plus fort que le *monarque*... Il y avait eu assez de sang répandu. Il vit la cause de l'Empire perdue et voulut mourir avec elle. Aussi se ren-

dit-il prisonnier avec les généraux qui l'entouraient, remettant son épée au général *Riva Palacio.*

Miramon avait été blessé et fait prisonnier au moment où, à la tête d'une partie du régiment de l'Impératrice, il allait probablement refouler Corona en dehors de la ville. Mais l'Empereur, lorsqu'il arbora le drapeau blanc sur le *Cerro de la Campana,* était entouré des généraux *Mejia, Castello* et *Avellano.* Le prince de *Salm-Salm,* son aide de camp, et plusieurs officiers de tous grades étaient également auprès de lui. Tous ceux qui ont connu le brave général Mejia savent très bien jusqu'à quel degré s'élevaient chez lui la bravoure et le dévouement. Personne n'ignore non plus qu'avec la connaissance parfaite qu'il avait des lieux et des personnes, jointe à l'estime toute particulière que professaient pour lui les indigènes de la Huasteca, il lui était facile de se sauver et de sauver en même temps l'Empereur. Aussi est-il évident, pour tout observateur sérieux et impartial. que ce n'est que pour obéir à l'ordre de Sa Majesté que l'illustre Indien et ses collègues ont consenti à déposer les armes.

Il est triste de voir un individu qui, comme chef d'un gouvernement, envoie dans toutes les directions la nouvelle de la prise de *Queretaro par la force des armes,* lorsque ce résultat n'est dû qu'à la plus noire trahison, et lorsqu'il est parfaitement avéré que Juarez, avec le concours de tous ses lieutenants et de tous les Français (déserteurs) qui s'étaient vendus à lui, n'aurait pas pu résister à deux engagements sérieux avec les troupes impériales.

Juarez a passé avec Lopez un compromis odieux mais

solennel ; aussi sera-t-il jugé sévèrement par l'histoire qui n'oubliera pas que c'est au poids de l'or (poids non payé) qu'il a acheté son triomphe, et qu'il s'est servi de cet or, qui, du reste, ne lui appartenait pas, pour faire couler le sang d'un prince honnête, lequel prince lui avait fait depuis longtemps communiquer la proposition suivante : *Maximilien et Juarez remettront leurs pouvoirs entre les mains de la nation qui sera appelée à faire le choix qu'elle jugera convenable, soit quant à la forme de son gouvernement, soit quant à la personne qui devra être à la tête du pouvoir.*

Il est inutile de dire que Juarez n'avait pas accepté (1).

Quoiqu'il en soit, il n'est pas un Mexicain, à quelque parti qu'il appartienne, qui ne soit entièrement convaincu que Maximilien n'aurait pas succombé sans la trahison odieuse de son lâche favori.

Le général Mendez, un des Indiens les plus braves et les plus dévoués de ces dernières années, qui avait donné de si rudes leçons à Regules et à ses amis *Arteaga*, *Salazar*, *Villa Gomez* et *Diaz Paracho*, paya bien cher la gloire qu'il s'était acquise. Sans jugement préalable, il fut fusillé sur l'Alameda, et, comme supplice infamant, il lui

(1) Juarez, pour se faire pardonner sa conduite indigne envers Maximilien, allègue qu'il vengeait dans le sang d'un descendant de Charles-Quint l'ombre de ses ancêtres (des Caciques) que ce dernier et son successeur auraient fait exécuter. L'argument n'est pas sérieux parce qu'il est faux. Mais serait-il vrai qu'il paraît étrange de voir un républicain, qui, pour expliquer son vandalisme, se prévaut de la noblesse de ses ancêtres !

fut défendu de recevoir la mort en face ; il dut tourner le dos à ses bourreaux. Ce n'est pas ainsi qu'il avait fait passer par les armes *Arteaga* et ses amis qui ne connaissaient que cet ordre, lorsqu'ils faisaient un prisonnier : *Que lo matan* (*qu'on le tue !*).

L'Empereur Maximilien, après s'être rendu au général *Riva-Palacio* (fils de l'avocat qui, plus tard, fut chargé de la défense de Sa Majesté), fut conduit au couvent de la *Cruz*, d'où il fut bientôt transféré à celui de *Santa-Teresita*. Ses officiers qui, comme lui, étaient prisonniers, étaient gardés par les *mêmes verrous*. Au couvent de *Santa-Teresita* tous furent en but aux plus mauvais traitements. Quelques jours plus tard, ils changeaient de prison et étaient enfermés dans le couvent de *las Capuchinas*. Dans ce nouveau et *dernier domicile* ils purent recevoir quelques personnes amies qui, en leur remettant quelques objets de première nécessité, leur rendirent la vie moins dure.

L'Empereur, dont le courage et le calme ne cessaient d'être pour tous un sujet d'admiration, était très souvent alité par suite d'une forte dyssenterie dont il était atteint. Sa Majesté recevait souvent les visites des ministres ou chargés d'affaires d'Autriche, de Prusse, de Belgique, de France et d'Italie.

M. Lago, chargé d'affaires d'Autriche, raconte ainsi, dans sa dépêche du 25 juin 1867, dans quel état il trouva l'Empereur, lors de la première visite qu'il lui fit le 4 juin :

« Je trouvai Sa Majesté étendue sur un lit, malade de

» corps (dyssenterie), mais saine d'esprit et courageuse-
» ment résignée.

» Des centaines de soldats étaient couchés sur les es-
» caliers et dans les corridors qu'il fallait traverser pour
» se rendre auprès de Sa Majesté, de manière qu'il fal-
» lait littéralement leur passer sur le corps. La chambre
» elle-même était une cellule qui se trouvait au bout d'un
» corridor au premier étage, longue d'environ dix pas et
» large de trois; elle ne contenait rien qu'un lit de camp,
» une armoire, deux tables, un fauteuil et quatre chaises
» en jonc. Le sol était carrelé grossièrement; il y avait
» une porte et une fenêtre donnant sur le corridor.

» Devant la porte se trouvait un factionnaire; devant
» la fenêtre un officier couchait sur un paillasson. La
» nuit, un général et trois colonels faisaient sentinelle, le
» revolver à la main, devant la chambre impériale.

» Les deux généraux Miramon et Mejia étaient détenus
» dans deux cellules voisines de celle de l'Empereur, et
» avaient la faculté de converser librement avec leur sou-
» verain. Non loin se trouvaient, non pas comme prison-
» niers, le docteur Basch, médecin particulier de Maxi-
» milien, et deux serviteurs européens. »

Juarez, à *San-Luis de Potosi*, attendait une décision du gouvernement de Washington relativement à la conduite qu'il devait suivre à l'égard de l'Empereur devenu son prisonnier. M. *Seward* parlait en maître à Juarez; il pouvait donc sauver la vie à Maximilien: il ne l'a pas fait. Aussi, quel enseignement pour les gouvernements européens, s'ils pouvaient encore conserver un doute sur la politique des Etats-Unis!

M. Domenech, dans son *Histoire du Mexique*, donne

sur la conduite des Ftats-Unis dans cette triste affaire les détails suivants que je suis heureux de lui emprunter parce qu'ils sont marqués au coin de la plus *exacte* vérité.

« M. Seward chargea M. Campbell d'aller auprès de Juarez obtenir la vie de l'Empereur... M. Campbell resta à la Nouvelle-Orléans et envoya un courrier à sa place. Si M. Seward avait voulu sauver la vie de l'Empereur, il l'aurait sauvée ; Juarez, dans la situation où il se trouvait vis-à-vis des Etats-Unis, ne pouvait refuser cette demande... M. Seward laissa M. Campbell se promener à la Nouvelle-Orléans et ne confia pas la mission dont il l'avait chargé à un autre fonctionnaire. Quand on réfléchit au temps écoulé entre la *reddition* de l'Empereur et son exécution, il est permis de croire que Juarez attendait des Etats-Unis, sinon des ordres, au moins des instructions sur la conduite qu'il devait tenir à l'égard de Sa Majesté. La postérité jugera le gouvernement des Etats-Unis dans cette circonstance, mais il est douteux qu'elle le disculpe d'une terrible responsabilité relativement à la mort de ce malheureux prince. »

Le 11 juin, la mort de l'Empereur fut décidée ; mais il fallait un jugement et un tribunal pour le rendre. Il fallait un jugement infâme et un tribunal composé de *misérables*. Après mille difficultés on trouva l'un et l'autre. Les membres de ce tribunal furent un *lieutenant-colonel* et six capitaines. Les avocats de l'Empereur, *Riva-Palacio*, *Martinez de la Torre*, *Ortega* et *Vasquez*, avaient demandé que l'Empereur fût jugé par un conseil de guerre composé de généraux ou par le Congrès national.

Mais ceci ne faisait pas l'affaire des Etat-Unis et de Juarez, car sûrement alors l'Empereur eût été acquitté.

Le procès commencé le 12 juin était terminé le 14. Ce même jour, M. *Hooriks*, chargé d'affaires de Belgique; M. *Curlopassi*, chargé d'affaires d'Italie; M. *Forest*, chargé de pouvoirs de M. Dano, et M. *Lago* furent conduits au quartier général d'Escobedo, où l'ordre leur fut donné de quitter Queretaro dans deux heures et de se rendre à *Tacubaya*. L'adjudant d'Escobedo, qui leur transmit cet ordre, ajouta que s'ils ne partaient pas à l'instant, ou s'ils revenaient à Queretaro avant sept ou huit jours, ils seraient fusillés. Escobedo avait combiné son plan avec *Lerdo de Tejada*, factotum de Juarez. Aussi, pendant que les chargés d'affaires dont il est parlé plus haut étaient expédiés à *Tacubaya*, *Lerdo de Tejada* affirmait à M. Magnus, ministre de Prusse, qu'ils étaient allés à *San-Luis de Polosi* pour intercéder auprès de Juarez et faire retarder le prononcé du jugement que chacun prévoyait.

On ne voulait à aucun prix de la présence des ministres à Queretaro. Escobedo et Tejada avaient honte de leur crime !

Après ce simulacre de jugement (jugement flétri par tous les honnêtes gens qui marchent sous tous les drapeaux, et surtout par les avocats libéraux, *Martinez de la Torre*, *Riva-Palacio*, père du général juariste, *Vasquez* et *Ortega*, qui firent opposition à la composition du tribunal, ainsi qu'à l'arrêt qui fut rendu), l'Empereur et ses lieutenants furent passés par les armes le 19 juin, à 7 heures

du matin, sur le lieu même où le fils des Habsbourg s'était constitue prisonnier (1).

Tous moururent en braves, tous furent des martyrs !

M. Magnus, seul ministre qui fut resté à Queretaro, écrivait, le 19 (en français), à ses confrères :

« Le malheureux prince a conservé jusqu'à la mort
» un calme et une tranquillité d'esprit véritablement hé-
» roïques. Sa mort a été sublime. Je ne puis pas décrire
» aujourd'hui toutes ces scènes terribles; je suis atterré
» encore, et tombe de fatigue et d'agitation morale. »

L'Empereur avait perdu complétement cet air langoureux, rêveur et mélancolique qui formait l'expression habituelle de sa physionomie; ses traits s'étaient roidis; sur sa figure régnaient une grandeur, une virilité et une énergie dont on n'aurait jamais soupçonné le germe sous le voile de tristesse dont elle venait de se dépouiller. Arrivé sur le lieu où doit prendre fin le dernier acte de l'intervention française, il serre avec effusion dans ses bras ses braves et nobles compagnons *Miramon* et *Mejia*; à chacun il adresse de ces paroles de consolation qui vont

(1) Je donne ici la traduction de la dépêche envoyée par Escobedo aux différents chefs de corps et gouverneurs :

19 juin.

« L'Empereur, Miramon et Mejia, condamnés à mort le 15, ont été
» exécutés aujourd'hui, à sept heures du matin, par disposition du
» gouvernement suprême.

» Signé : Escobedo, lieutenant-général. »

droit au cœur et le relèvent dans ses défaillances, et lorsque l'heure de l'exécution va sonner, il dit à Miramon : « A vous les honneurs, mon frère ! ..... vous avez été grand dans la bataille, vous avez été grand dans les conseils. Vous avez noblement fait le sacrifice d'une existence tranquille et heureuse pour travailler activement au bien de notre patrie, et votre dévouement vous coûte la vie... A vous les honneurs, mon frère !... Votre empereur, votre admirateur, votre ami vous cède le pas !... »

Miramon meurt pour sa foi politique et ne s'en cache pas. Après une courte allocution aux Mexicains, il redresse fièrement la tête, et d'une voix tonnante il s'écrie : *Vive le Mexique! Vive l'Empereur !*

Mejia, au contraire, était en proie à un tremblement nerveux qui lui contractait tous les muscles du corps et qui contrastait singulièrement avec le calme et la placidité que l'on remarquait toujours en lui..... Il venait de voir sa femme, courant éperdue et échevelée, poussant des cris à fendre l'âme et portant dans ses bras son enfant à peine sorti du maillot... La malheureuse femme, autrefois si calme, si paisible, était devenue tellement surexcitée par le malheur qui l'accablait, que cette surexcitation se traduisait par les imprécations les plus énergiques : *Que les Mexicains deviennent les esclaves des Yankees ! Que les enfants meurent empoisonnés dans le sein de leurs mères, et que les mères se fendent le ventre pour se débarrasser de cette infection ! Que le Mexique s'engloutisse jusqu'au fond des abîmes ! ! !*

La malheureuse était folle... et Mejia venait d'assister à ce spectacle horrible. Quel cœur aurait résisté à une semblable émotion ?

4,000 hommes étaient sous les armes sur le terrain où Maximilien allait expier des fautes dont il n'était pas seul responsable.

L'Empereur donne une once d'or à chacun des soldats qui étaient chargés de le fusiller en les priant de viser à la poitrine. Le jeune officier qui devait commander le feu s'approcha de Sa Majesté et lui dit qu'il désapprouvait du fond du cœur la mission qui lui était confiée, en la priant de lui pardonner.— « *Muchacho* (jeune homme), lui répondit l'Empereur, le devoir du soldat est d'obéir. Je vous remercie de votre compassion, mais ce que je demande, c'est que vous accomplissiez l'ordre qui vous a été donné. » . . . .

. . . .

Sept heures sonnèrent à l'horloge de la Parroquia. Le jeune officier qui commandait le peloton chargé de l'exécution cria d'une voix tremblante : *Fuego !* (feu), et...., tout n'était pas dit... De même que l'officier, le narrateur tremble, hésite..... l'Empereur n'était pas mort..... Après un silence de quelques secondes qui furent des siècles pour Maximilien, un second cri de: *Fuego !* se fit entendre et la victime tombait percée par neuf balles.

Ainsi mourut, à l'âge de 35 ans, un des princes étrangers qui ont le plus aimé la France.

Le rideau venait de tomber sur la scène, c'était la fin du dernier acte de l'intervention française au Mexique ; elle avait pris son origine dans le désordre de la fausseté et de l'ignorance, elle recevait pour son couronnement un soufflet ineffaçable, car son empreinte est fixée avec le sang des martyrs !

L'IMPERATRICE CHARLOTTE

Le drame sanglant dans lequel, le 19 juin 1867, l'Empereur Maximilien remplissait le principal rôte, sur les glacis de *Queretaro*, ne constitue qu'une partie, un premier tableau du dénoûment de cette *triste épopée* qui a nom le *Deuxième Empire mexicain.* Ce tableau, froid comme la mort, ne parut pas assez achevé pour rendre complétement cette tragédie diplomatique. Il en fallut un second, et celui-ci devait être effrayant comme le désespoir. Commencé à Mexico, il reçut son parachèvement à Miramar.

Dans chaque tableau il y a une victime :

A Queretaro, ce fut l'Empereur, mort martyr.

A Miramar, c'est l'Impératrice, folle de désespoir.

Maximilien a payé de sa vie le concours qu'il a prêté à l'intervention. L'Impératrice Charlotte l'a payé de sa raison.

Avec ces deux exécutions, il ne manque plus au dé-

noûment auquel l'univers a assisté que... ce qui se découvrira dans peu de temps.

Inclinons-nous devant la tombe, et respectons le silence que le martyr rompra bientôt dans le *Testament d'un mort*. Mais examinons de près le deuxième tableau, et essayons de dissiper les ombres au milieu desquelles la majeure partie de ses détails échappe à l'observation la mieux soutenue :

La clarté se fera-t-elle dans cette obscùrité calcuée ?... Je l'espère ; et, pour obtenir ce résultat, le seul lmoyen efficace est, je crois, de faire la biographie, quelque succincte qu'elle soit, de la femme héroïque que ses malheurs, aussi grands qu'immérités, ont rendue si populaire au Mexique autant qu'en France et en Belgique.

L'Impératrice Charlotte, fille de Léopold Ier, roi dēs Belges, et de Louise-Marie-Thérèse-Charlotte-Isabelle d'Orléans, est née le 7 juin 1840.

De bonne heure, on a pu constater en elle le cœur le plus généreux, l'âme la plus fortement trempée et l'intelligence la plus grande et la mieux organisée.

Le roi Léopold Ier, que l'on a surnommé *le Nestor des souverains européens*, ne fut pas des derniers à s'apercevoir de cette richesse morale et intellectuelle ; aussi ne négligeat-il rien pour que l'éducation et l'instruction de la princesse fussent entourées des plus grands soins.

A dix-sept ans, la future impératrice du Mexique

était une personne accomplie, et sa main était recherchée par les premiers princes de l'Europe. Le 27 juillet 1857, elle devenait archiduchesse d'Autriche, par son mariage avec l'archiduc Ferdinand-Maximilien-Joseph, frère de l'empereur actuel d'Autriche et Agnat de la maison des Hapsbourg.

A la cour d'Autriche, la supériorité de la jeune princesse fut reconnue par toutes les personnes qui pouvaient l'approcher. Plus tard, l'archiduc Maximilien étant gouverneur des provinces italiennes, la princesse, par ses qualités hors ligne, conquit bien vite l'estime générale à Milan et à Venise. Maximilien, l'un des plus beaux hommes d'Autriche, fier d'une telle compagne, l'entourait des plus petits soins.

L'avenir apparaissait souriant dans une auréole de bonheur.

Cependant, la cour d'Autriche ne voyait pas d'un bon œil l'ascendant, chaque jour plus grand, que la princesse prenait sur Maximilien; aussi manifesta-t-elle bientôt à son endroit beaucoup de froideur, pour ne pas dire d'antipathie. Craignait-elle que Maximilien, sous l'influence de sa femme, ne visât à être autre chose qu'un archiduc? C'est ce qu'il est permis de supposer.

Quoi qu'il en soit, quelques mois après la guerre d'Italie, le 10 novembre 1859, l'archiduc et la princesse, pour faire diversion aux tracasseries auxquelles ils étaient toujours en but, entreprirent un voyage sur mer qui devait finir d'une façon bien triste.

Maximilien, qui avait laissé l'archiduchesse à Madère, pour continuer jusqu'en Amérique, était revenu trois mois plus tard, atteint d'une maladie terrible.

Moins de trois ans après son mariage, et, n'étant pas

encore âgée de vingt ans, l'infortunée princesse était cruellement frappée dans son amour et sa délicatesse de femme. Le coup était bien dangereux, et il ne fallait rien moins que la grandeur du caractère et l'excellence du cœur dont elle était douée pour en amortir le choc et en neutraliser les effets. Il lui fallut vivre d'une autre vie. Toute son existence dut se renfermer dans la vie intellectuelle en torturant sa raison et son cœur pour résister aux exigences de la nature. Cette lutte sans fin ne 'effraya pas. Elle l'accepta avec un courage admirable et un dévouement sublime.

Son mari était devenu son frère.

Le changement qui s'était opéré dans l'homme n'avait en rien diminué les besoins d'épanchement de ce cœur qui est tout amour et le frère fut aussi aimé que l'avait été le mari.

Quelle sublimité de dévouement! quelle quintessence de l'amour!

C'est dans cette situation que les premières ouvertures furent faites à Maximilien relativement à la couronne du Mexique.

Le roi Léopold, mieux que personne, connaissait et comprenait les besoins d'expansion intellectuelle de sa fille qui n'avait aucun secret pour lui. Aussi fit-il bon accueil aux démarches que M. Guttièrez tenta auprès de lui pour connaître sa manière de voir au sujet de la proposition soumise, à Miramar, à l'archiduc Maximilien.

Dans un autre ordre d'idées, le sage monarque, dont l'opinion faisait autorité dans les conseils des souverains

et dont l'esprit ne s'égarait jamais dans des conceptions étroites ou fausses, entrevoyait, dans le couronnement de Maximilien comme Empereur du Mexique, une alliance politique et commerciale entre l'Autriche, l'Espagne, la France, la Belgique et l'Angleterre qui devait produire les meilleurs résultats pour l'un comme pour l'autre continent. Après avoir examiné cette question, d'un intérêt capital sous tous les points de vue, le roi des Belges crut devoir conseiller à sa fille et à son gendre d'accepter l'offre qui leur avait été faite.

L'Empereur d'Autriche, de son côté, ne marchanda pas son adhésion. Car l'Empereur du Mexique devait perdre tous ses droits et étouffer ses prétentions à la succession de François-Joseph.

Après avoir eu connaissance de l'adhésion de son père et de son beau-frère, la princesse Charlotte accepta la proposition qui lui était faite, et, d'accord avec Maximilien, prit toutes les mesures nécessaires pour arriver le plus promptement possible, mais aussi le plus sûrement, à sa réalisation. Mais, avant tout, comme conditions à son acceptation, Maximilien demanda le vote du peuple mexicain et l'appui des puissances dont les intérêts politiques ou commerciaux au Mexique étaient compromis depuis longtemps.

Léopold Ier ne comprenait pas autrement l'installation de l'Empire mexicain, et, il faut l'avouer, Napoléon III suivait les mêmes errements.

Je dépasserais les limites que je me suis fixé dans cet exposé des faits qui forme la contexture de l'histoire de la quatrième période de l'histoire française au Mexique, si j'entrais dans tous les détails des démar-

ches et des combinaisons qui furent faites à cette époque.

Je dirai seulement, en passant, qu'on ne pouvait rien faire sans le concours énergique du général Almonte, qui, avant comme après l'intervention, a su mériter et conserver l'estime de la majeure partie de ses compatriotes. Le général Almonte était trop franc et trop patriote pour ne pas dire la vérité. Il comprenait la nécessité de l'intervention ; il reconnaissait qu'elle devait produire les meilleurs résultats pour l'Europe aussi bien que pour le Mexique, mais il n'hésitait pas, en même temps, à indiquer la marche qu'elle devait suivre. Il approuvait l'intervention ; mais il n'approuvait pas l'empire. Toutefois, il prêta à l'intervention l'appui de son influence au Mexique pour l'installation d'un gouvernement sérieux ; et, si ce gouvernement fut un empire, c'est, tout simplement, parce que la majorité des votes en décida ainsi.

Passons donc sur ces préliminaires, qui ont leur place au commencement de l'histoire de l'intervention, et revenons à notre héroïne.

Le 29 mai 1864, l'archiduc Maximilien et la princesse Charlotte, nommés Empereur et Impératrice du Mexique, débarquaient à Vera-Cruz.

En mettant le pied sur cette terre de feu, l'Impératrice Charlotte avait senti son cœur s'épanouir et son intelligence se dilater. Elle avait rêvé des difficultés : elle se trouvait en face d'impossibilités. Un frémissement inattendu agita tout son être. Son esprit et son cœur pouvaient se donner carrière dans un champ tellement large qu'elle n'apercevait jamais l'horizon..... Il lui fallait lut

ter contre la nature, les mauvais instincts de gens avilis par la plus triste et la plus longue dépravation, la force d'inertie d'une population excellente mais sans énergie, en un mot, contre l'impossible. Elle accepta la lutte. Un but très éloigné, presqu'imperceptible (la régénération du Mexique) lui était apparu de loin. Maintenant, elle le voyait de près; mais, également, elle touchait du doigt les obstacles insurmontables qui lui barraient la route; elle n'hésita pas. Elle aimait tant, elle voulait tant que tout lui parût possible.

t Partout, durant le voyage de Vera-Cruz à Mexico, Leurs Majestés furent saluées avec un enthousiasme qui tenait du délire, partout les ovations les plus frénétiques. Leur entrée dans la capitale, le 12 juin, eut toutes les proportions d'un véritable triomphe. Tout le Mexique s'était fait représenter à cette solennité pour acclamer les deux jeunes souverains. (L'Impératrice avait vingt-quatre ans et l'Empereur trente-deux.) Les fêtes durèrent trois jours, pendant lesquels l'enthousiasme allait toujours croissant. Aussi l'Impératrice répétait-elle à qui voulait l'entendre : « *La chaleur et la spontanéité des ovations que je rencontre à chaque pas a fait passer dans mon cœur le cœur de tous les Mexicains.* » Elle avait voulu des émotions : ses désirs étaient remplis, car son cœur débordait.

Immédiatement après son arrivée, l'Impératrice mit la main à la grande œuvre à laquelle elle voulait consacrer tous ses instants. Elle venait de voir les Indiens la recevoir et l'acclamer comme leur libératrice, elle voulut leur prouver qu'ils avaient raison d'avoir confiance en elle.

Avant de partir de Miramar, elle avait été nommée régente de l'Empire, afin que, par sa participation constante à la conduite des affaires, elle put éclairer les conseils du gouvernement sur les questions que résolvaient promptement sa pénétration et la rectitude de son jugement.

L'Empereur, lorsque, à Miramar, il décidait que l'Impératrice serait régente de l'Empire en son absence, prévoyait qu'il serait dans la nécessité de faire de longs et fréquents voyages. C'est ce qui eut lieu. Pour connaître *de visu* l'état du pays et se rendre un compte exact des besoins des populations, Sa Majesté dut visiter d'abord les différents districts qui rayonnent autour de la capitale, et continuer ensuite ses observations dans d'autres plus éloignés.

Durant ces pérégrinations nécessaires, l'Impératrice etait chargée de la conduite des affaires, et, pour cela, il n'était pas besoin chaque fois d'un nouveau décret.

Lorsque l'Impératrice avait en mains les rênes du gouvernement, tout le monde admirait la profondeur de ses vues, la droiture de ses idées et la rectitude de son ugement. Il n'y a pas d'exemple, en Amérique, d'un pareil tact joint à d'aussi grandes capacités chez une femme, dans l'administration de la chose publique. La politique extérieure, pas plus que la politique intérieure, n'avait de secrets pour elle. Son esprit plongeait, avec la plus grande lucidité, jusque dans *les coins et recoins les plus obscurs de la diplomatie*. La fausseté pilotée par le talent le plus grand et la ruse la plus machiavélique ne pouvait pas lui faire faire fausse route. Les grandes idées de l'intervention étaient incarnées dans son esprit. Elle connaissait parfaitement le but qu'elle se proposait; elle

le voyait clairement à l'extrémité de la route qu'elle suivait, aussi le poursuivait-elle avec une sagesse et une résolution admirables.

Certes, ces qualités étaient plus que suffisantes pour assurer les destinées de l'Empire et empêcher l'avortement des projets de l'intervention. Il y avait une autre raison pour que la réussite fut certaine. L'Impératrice professait pour la France, qu'elle appelait toujours la grande nation, une estime et une affection particulières, et, chaque fois qu'un bataillon ou un régiment français défilait devant elle, c'était comme une commotion électrique toujours nouvelle. A ce sujet, je crois devoir citer un passage d'une lettre que Sa Majesté écrivait au roi Léopold Ier, à la date du 24 juillet 1865. Le 81e régiment de ligne, dont le nom est très souvent cité à l'ordre du jour dans l'histoire de la campagne du Mexique, venait de défiler devant elle, après lui avoir remis, par les mains de son brave colonel, M. de Potier, un magnifique bouquet en l'honneur de la victoire des Belges. C'est après ce défilé que l'Impératrice écrivait à son père :

« A vous dire vrai, la vue de tout régiment français
» me cause un battement de cœur indéfinissable et je ne
» sais quel sentiment de consaguinité. Les drapeaux
» troués qui sont restés parmi les premiers souvenirs de
» mon existence produisent sur moi une sensation que je
» ne saurais dire. C'est de l'affection, de l'admiration,
» le tout en ensemble, mais tout en la retenant, car que
» suis-je pour ces hommes-là qui me sont tant ?

» CHARLOTTE. »

L'Impératrice Charlotte remplissait donc toutes les

conditions pour que l'œuvre de l'intervention fût conduite à bonne fin.

Lorsque l'Empereur était absent, les affaires allaient bien, car leur conduite changeait de direction. Mais, dès que Sa Majesté était de retour, des influences aussi puissantes que nuisibles faisaient de nouveau dérailler la machine gouvernementale.

Au mois de septembre 1865, l'Impératrice, fatiguée de trouver toujours autant et de si puissants ennemis alla visiter le Yucatan. Un pareil voyage n'était pas sans difficultés et sans dangers. Mais rien ne l'arrêta. Après avoir eu pris la connaissance la plus complète de la situation et des besoins de cette contrée éloignée du centre de l'Empire, Sa Majesté retourna à la capitale. A son passage à Orizava, j'eus l'honneur de m'entretenir deux fois avec elle, et je dois avouer qu'elle ne me fit pas secret des nombreuses déceptions qu'elle éprouvait chaque jour.

En arrivant à Mexico, l'Impératrice trouva les choses s'empirant d'une façon très sensible. Le mal prit bientôt des proportions effrayantes. C'est dans ces circonstances qu'arriva au Mexique la nouvelle de la mort de Léopold I[er] et, peu après, l'ambassade chargée d'en faire la notification officielle. Le coup fut terrible pour l'Impératrice. En perdant son père, elle perdait la plus grande de ses affections, le meilleur de ses conseillers. (1)

(1) Si les exigences de l'histoire peuvent obtenir la publication de la correspondance entre le père et sa fille, que de secrets seront dévoilés !

Pendant quelques jours, l'Impératrice s'ensevelit dans sa douleur. Mais son caractère, d'une puissance surprenante, prit bientôt le dessus. Depuis longtemps elle était familiarisée avec la douleur intime ; elle l'avait acceptée comme son commensal de chaque jour et l'hébergeait avec une abnégation et une résignation admirables.

Elle croyait encore au respect de la tombe !

Puis, tout à coup, un dimanche, à 11 heures du matin, elle apprend que l'ambassade qui était venue lui annoncer officiellement le mort de son père tombait dans un guet-apens, à Rio-Frio, à son retour en Europe, et que l'ambassadeur, le général Foury, télégraphiait à l'Empereur que son premier secrétaire, le baron Huart, avait été tué, et M. Marchal, deuxième attaché d'ambassade, grièvement blessé. C'en était trop pour le cœur et la raison de l'Impératrice. A peine remise de la secousse violente qu'avait produite en elle la mort de son père, elle ne put résister à ce nouveau coup qui venait audacieusement violer le respect dû à sa douleur. Pendant plusieurs jours, Sa Majesté fut en proie à des surexcitations qui présentaient tous les symptômes de la folie. Les malheurs de la fille avaient tué la raison de la femme.

Quelque temps après, l'Impératrice, se croyant remise de tant d'épreuves, reprend ses travaux ordinaires. Alors elle se trouve en présence d'une situation désespérée : l'Empire, entouré d'ennemis nombreux, était abandonné par l'intervention. L'édifice allait crouler. Mais l'Impératrice a retrouvé son énergie d'autrefois. Elle ne désespère pas. L'Empire a été condamné en France, et elle part pour Paris afin de faire appel et défendre elle-même sa cause.

A Paris, elle vient se heurter contre un *consommatum est*.

Sa raison recommence à chanceler.

Toutefois, elle ne s'avoue pas encore vaincue.

Elle va à Rome, où le sacramentel *non possumus* met le comble à la série de ses déceptions, et achève le dérangement de sa raison que le drame de *Rio-Frio* avait ébranlée.

Retirée, ensuite, à Miramar, elle y est enfermée comme dans un tombeau, où elle serait encore, sans le dévouement de la reine des Belges, qui força sa prison, enleva l'intéressante victime et la conduisit à Laecken où l'infortunée Impératrice attend la vengeance de ses malheurs et la récompense de ses vertus.

L'illustre folle espère toujours !

CHAPITRE IV

Résultats obtenus par l'intervention française

Après la chute sanglante de l'Empire mexicain, Juarez restait seul avec les siens. Le régime de la terreur recevait solennellement les droits de cité. Le gouvernement, improprement appelé libéral, décrétait que tous les étrangers qui habitaient le Mexique devaient se faire naturaliser Mexicains ; les Américains seuls étaient exceptés. Toutes les personnes qui avaient profité directement ou indirectement de l'impulsion donnée aux affaires par l'intervention étaient inscrites sur le *Grand Livre* de Juarez et de ses lieutenants. Ces derniers avaient besoin d'argent, de beaucoup d'argent. Ils allaient en chercher où il y en avait — quoi de plus simple ! Aux grands maux les grands remèdes. Si les personnes dont on venait s'approprier les économies s'avisaient d'être *assez peu respectueuses envers le gouvernement suprême* pour se refuser à se dépouiller de leur bien qui devait faire les frais des *agapes* et des *saturnales* de messieurs du gouvernement, l'incarcération d'abord, les supplices ensuite, souvent la mort étaient à la disposition de ces derniers pour les punir de s'être montrées aussi récalcitrantes. — Personne n'était épargné, à l'exception, toutefois, des Américains.

Un Yankee avait-il gagné des centaines de mille piastres avec l'intervention, son argent était aussi sacré que sa personne et entouré du même respect. Français, An-

glais, Espagnols, Italiens, tous étaient ensevelis dans les mêmes ruines.

C'est justice d'ajouter que plusieurs riches négociants et, de ce nombre, quelques Français, pouvaient traiter avec les agents du gouvernement ; et, tout en faisant un marché qui, de prime abord, paraissait onéreux, ils avaient la certitude d'en retirer les plus grands bénéfices. Mais ces gens n'ont droit à aucune protection de nationalité, et toute intervention ayant pour cause la défense de leurs intérêts est une intervention déplacée, car *la spéculation sur le crime et avec le crime n'a pas de nationalité ; sa patrie, c'est le bagne.*

Or, je ne sache pas que les gouvernements aient pour mission de protéger le rebut de la société contre les honnêtes gens.

Voilà pourtant, en définitive, le seul résultat de l'intervention française au Mexique !

Nos nationaux qui, tranquillement et honnêtement, avaient réalisé des bénéfices, de façon à posséder un avoir plus ou moins considérable, sont ruinés ou chaque jour exposés à l'être. Plus de mille personnes vivent en France au jour le jour, en attendant le pain que le gouvernement français doit leur distribuer de la part du gouvernement de Maximilien.

Voilà comment a été rempli ce beau programme dont on avait fait l'annonce avec grand renfort de grosse caisse !

Les Français, de tous les étrangers autrefois les plus

considérés au Mexique, n'y peuvent plus vivre. Leur travail de longues années sert à l'apothéose du désastre de la politique de la France, et ils doivent s'estimer très heureux s'ils peuvent rentrer dans leur pays dans le dénuement le plus complet. Il est vrai qu'en arrivant en France ils ont la douce perspective, si la charité ne vient à leur secours, de mourir de faim !

On était allé au Mexique pour sauvegarder les intérêts de nos nationaux. Quelle dérision !

Maximilien, succombant à la tâche qu'il s'était imposée, a payé de sa vie la faute qu'il avait commise de se prêter à l'exécution de projets que seul il ne pouvait pas réaliser. Abandonné par ses alliés qui depuis deux ans l'entraînaient vers sa perte par des promesses qui n'ont jamais été tenues, il a voulu tenter un dernier effort pour *consolider le gouvernement régulier et stable de l'intervention.* Mais celle-ci l'avait préalablement condamné à mort.

Des centaines de millions ont été dépensés, le sang français a coulé sur toute l'étendue du Mexique, les états de présence sous les drapeaux sont couverts de cette honteuse maculation : *déserteur*, pour l'exécution de ce deuxième article du programme ! — Quels résultats ont produit ces dépenses en argent, en sang et en honte ?

Le gouvernement installé a succombé au vice de son origine. Tous les indigènes qui avaient cru à la bonne foi de l'intervention sont sacrifiés et livrés sans merci aux vengeances personnelles. Le pays est en proie à l'anarchie la plus effrayante. Désordres sans fin, ruines im-

menses, tels sont les résultats immédiats obtenus par l'intervention.

Les Américains seuls ont droit de cité au Mexique. Devant eux s'inclinent toutes les susceptibilités, toutes les jalousies. Ils sont riches et s'enrichissent chaque jour davantage. Dans les conseils du gouvernement, ce sont eux qui occupent la place d'honneur. Les marchandises françaises sont prohibées, à moins d'aller à New-York recevoir l'estampille des Yankees, qui, eux-mêmes, les ont chargées de droits prohibitifs considérables. Le commerce français est à la veille d'être ruiné en Amérique. Nos bons ouvriers dans toutes les industries vont tous l'un après l'autre utiliser leurs connaissances d'une façon plus efficace sur le nouveau continent. Les Etats-Unis vont être les fournisseurs généraux de l'Amérique, en attendant qu'ils les deviennent du monde entier.

Enfin, comme on l'a vu plus haut, les Français, les Espagnols, les Italiens, tous ceux, en un mot, qui appartiennent à la race latine, sont dans l'impossibilité de vivre au Mexique du fruit de leur commerce ou de leur industrie; car ils sont considérés comme des *brebis galeuses*, et les charges les plus lourdes leur sont imposées, afin qu'ils ne puissent pas lutter avec la concurrence américaine. La Latins en Amérique sont ce qu'étaient les juifs en Europe au moyen âge.

Ce sont là les bienfaits dont l'intervention a le devoir de réclamer la paternité. C'est là que nous a conduit un drapeau sur lequel sont écrits en lettres de feu : Civilisation, Progrès !

L'intervention était allée au Mexique pour arrêter l'en-

vahissement anglo-saxon. Tout à coup les rôles sont changés et les Etats-Unis disent à l'intervention : Tu me déplais, tu me gênes ; regagne promptement tes pénates et remporte chez toi tes idées dont nous n'avons que faire ! Et l'intervention de mentir à ses serments les plus sacrés, de faire ses excuses avec force politesses, de plier bagages, et de s'en aller beaucoup plus vite qu'elle n'était venue !

Sic itur ad astra !!

Non contente d'ensevelir dans une même ruine irréparable tous les intérêts de nos nationaux engagés au Mexique et ceux des indigènes et des étrangers qui lui avaient prêté leurs secours moraux et matériels, elle a, par un de ces *leurres* qu'on ne saurait trop réprouver, entraîné dans la débâcle les petits capitaux français qui avaient eu confiance dans une parole presque souveraine. Et, c'est lorsque, au lieu de quelques millions, il y en a des centaines qui sont compromis, lorsqu'elle a versé le sang généreux de nos soldats pour l'exécution d'un programme qui promettait de si grands résultats, lorsqu'enfin elle a tout sous la main et qu'elle n'a qu'à couronner son œuvre, que l'intervention abandonne les plus chers intérêts de la France, aussi bien ceux qui ont trait à son honneur que ceux qui touchent à ses finances ! C'est vraiment à n'y pas croire !

Si l'intervention croyait avoir fait fausse route en prêtant son concours à l'établissement du gouvernement impérial, que ne l'avouait-elle franchement ? Elle était encore maîtresse de la situation, et incontestablement les Etats-Unis, qui ont trouvé très juste de se faire céder,

titre d'indemnités, des provinces dont la superficie est égale à celle du Mexique actuel, n'auraient pas pu voir d'un mauvais œil qu'elle prît ses garanties. Elle aurait dit aux Mexicains : « Vous voulez seuls vous tirer d'embar-
» ras, seuls vous voulez arranger vos affaires qui toujours
» ont été embrouillées ; je respecte cette prétention qui
» est votre droit ; mais vous me devez des sommes assez
» rondes que vous vous engagez à me payer et dont ja-
» mais vous ne voulez ou ne pouvez me faire la remise.
» Je dois prendre sur vous une hypothèque qui me ga-
» rantira ma créance. Je vais me retirer dans l'*Etat de*
» *Tehuantepec* que j'occuperai jusqu'à parfait payement
» de tout ce que vous me devez. Si, pendant ce temps,
» vous avez besoin de mon concours pour votre organisa-
» tion intérieure, je ne vous le ménagerai pas, et vous
» me trouverez toujours prête à vous être utile. Mais,
» avant de m'occuper de vos intérêts dont je n'ai pas
» charge, je dois avoir souci de ceux qui me sont confiés.
» Je vais donc occuper et exploiter le *Tehuantepec* jusqu'à
» ce que nous puissions arrêter notre compte définitif. »

Devant une déclaration aussi franchement formulée, les Juaristes et les Yankees se seraient rongé les poings, mais n'auraient pas bougé.

Mais l'intervention, qui avait été si hardie en 1862, avait peur en 1866. Elle était effrayée des inconséquences qu'elle avait commises et commettait chaque jour. Sa raison s'était obscurcie, ses yeux s'étaient troublés. Elle gagnait Vera-Cruz à marches forcées, abandonnant à chaque pas sur la route tout ce qui aurait pu la gêner dans cette *retraite échevelée*.

La poudre, par quantités considérables, était jetée dans

le lit des ruisseaux. Les obus et les grenades, après avoir été brisés par ordre supérieur, étaient abandonnés comme inutilités. L'hôpital d'Orizava était vendu 22,000 francs (il en valait plus de 200,000) (1). Les harnachements, attelages, etc., étaient pour ainsi dire donnés, ainsi que les chariots et quelques fourgons. Les chevaux se vendaient à vil prix, à tel point qu'un lot de 200 chevaux arabes ou mulets a été adjugé pour..... la somme de *cinq cents francs* à M. X..., qui est rentré en France avec les troupes. Plusieurs de ces mulets avaient été payés par l'intervention 25,000 francs la pièce. Les effets d'habillement étaient livrés à un prix très minime, quand ils n'étaient pas donnés.

En somme, on tirait le plus mauvais parti possible de valeurs pour l'acquisition desquelles il avait fallu dépenser des sommes considérables.

Si on joint à ceci l'abandon des magasins, on aura sous les yeux une perte sèche que l'on ne peut considérer sans la plus grande tristesse.

L'argent avait été dépensé par centaines de millions en expéditions toutes très coûteuses et en travaux qui, presque tous, ont été improductifs; et, malgré ces dépenses exagérées, pour ne pas dire folles, on faisait aussi peu de cas de nos dernières piastres!!

Voilà pour ce qui a trait à une partie de la question

(1) Dans l'inventaire auquel j'ai assisté pour le compte de l'acheteur, M. S..., on a constaté l'existence en *produits chimiques* de 40 kilogrammes de sulfate de quinine, lesquels 40 kilog. valaient au Mexique 58,000 francs.

financière qui se rattache à l'intervention française au Mexique.

Voyons maintenant comment ont été réglés les intérêts de nos nationaux pour la sauvegarde desquels la France était allée au Mexique.

Pour ce point important je ne saurais mieux faire que de mettre sous les yeux des lecteurs la note suivante qui a été communiquée, au commencement du mois d'août, à MM. les députés, afin que la Chambre veuille bien prendre en considération ces intérêts qui depuis trop longtemps sont en souffrance.

« I. L'expédition du Mexique a eu pour but primitif, d'après les documents officiels, et spécialement d'après la convention du 30 octobre 1861, le recouvrement des indemnités dues à un certain nombre de nos nationaux par le gouvernement mexicain. Le chiffre de ces créances, relativement peu élevé au début de l'expédition, s'est accru rapidement à raison des préjudices éprouvés par nos nationaux pendant la durée et à l'occasion même de l'intervention.

» Le traité de Miramar (10 avril 1864) constitua une Commission mixte pour examiner et régler les réclamations françaises auxquelles, par une autre clause de ce traité, le gouvernement mexicain s'engageait à faire droit. Mais avant que la Commission mixte n'eût terminé son travail, une nouvelle convention, signée à Mexico le 28 septembre 1865, vint modifier les stipulations de Miramar. Il fut convenu que le gouvernement mexicain remettrait au gouvernement français, pour être répartie entre les réclamants, une somme de 40,000,000 fr., et

qu'après avoir intégralement versé cette somme, le gouvernement mexicain serait dégagé de toute responsabilité envers les réclamants français. M. le ministre des affaires étrangères reconnaît, dans une dépêche adressée, le 14 novembre 1865, au ministre de France à Mexico, M. Dano, qu'entre cette somme de 40,000,000 fr. et celle « que nous nous jugions en droit de réclamer, IL EXISTE UN ÉCART CONSIDÉRABLE. » En effet, un travail fait en 1865, par les soins de M. Dano lui-même, et auquel se réfère M. Drouyn de Lhuys, avait fixé à plus de 60,000,000 fr. (12,754,336 piastres) la somme nécessaire pour indemniser nos nationaux; et M. le maréchal Bazaine avait été chargé au commencement de 1865 de réclamer officiellement du gouvernement mexicain cette somme de 60 millions.

» Ce n'était cependant pas même une valeur réelle de 40,000,000 fr. que la convention de Mexico affectait au payement des indemnités. Aux termes du traité de Miramar, le Mexique avait dû payer à la France, comme un à-compte sur les sommes dues aux réclamants, une somme de 12,000,000 fr., en titres du premier emprunt, *au taux d'émission*. Comme la convention de Mexico portait que la somme de 40,000,000 fr. serait payée par le gouvernement mexicain en titres du premier emprunt *reçus au pair*, elle attribua aux 12 millions reçus en exécution du traité de Miramar une valeur nominale de 16,440,000 fr. Les 23,560,000 fr. destinés à compléter le chiffre de 40,000,000 fr. devaient être remis en titres de la même nature, également *reçus au pair*, par la Commission mexicaine des finances instituée à Paris; mais cette commission, n'ayant plus à cette époque, par suite de la conversion, de titres du premier emprunt, il fut convenu que la somme de 23,560,000 fr. serait

payée en titres du second emprunt. La Commission remit, en conséquence, au gouvernement français 47,120 obligations de la deuxième série, représentant, *au pair*, 23,560,000 fr., et, au taux d'émission de 345 francs, 16,256,000 fr.

» Les 40,000,000 fr. que la convention affectait au payement des indemnités, et que le Gouvernement français jugeait insuffisants pour faire droit aux réclamations jugées légitimes, se trouvaient ainsi réduits, dès le début et dans l'hypothèse la plus favorable aux réclamants, à une valeur réelle de 23,256,000 fr.

» II. Ce fut dans ces circonstances, et sous l'influence de ces modifications apportées au traité de Miramar, que la Commission chargée à Mexico du règlement des indemnités françaises acheva son travail. 1,062 réclamations, montant ensemble à 155,000,000 fr., avaient été soumises à son examen. Malgré la sévérité qu'elle apporta dans cet examen et son désir de rapprocher autant que possible le chiffre des réclamations admises de celui des sommes affectées par la convention au payement des indemnités, elle ne put fixer à moins de 47 MILLIONS les sommes dues, tant en capital qu'en intérêts, à nos nationaux.

» Le travail de la Commission de Mexico, remis à M. le ministre de France Dano, le 31 août 1866, a été soumis à une Commission de révision instituée par décret du 10 juillet 1867 et composée de MM. Boinvilliers, sénateur, *président*; Busson-Billault, député au Corps législatif; Pascalis et Lhopital, conseillers d'Etat; Le Moyne et De Clercq, ministres plénipotentiaires. Cette Commission n'a pas encore fait connaître le résultat de l'examen au-

quel elle s'est livrée, et les réclamants ignorent si cet examen est terminé.

» III. La somme de 28,000,000 fr. affectée, par la convention de Mexico, au payement des 47,000,000 fr. auxquels s'élève le chiffre des réclamations reconnues légitimes, n'a pas tardé à se trouver singulièrement réduite.

» Le 28 septembre 1865, le Gouvernement français a vendu à un syndicat de banquiers représenté par M. Pinard, au prix net et ferme de 300 fr. par obligation, les 174,603 obligations du deuxième emprunt, dont le Trésor se trouvait détenteur en vertu des stipulations de Miramar. Sur ces obligations, 142,587 appartenaient à l'Etat; 31,746 représentaient les 12,000,000 fr. affectés au payement des indemnités. Ce traité n'a reçu qu'une exécution partielle. Après avoir reçu 58,215 obligations et payé au Trésor 17,464,000 fr., le syndicat des banquiers a demandé, dans des circonstances qu'il est inutile de rappeler ici, la résiliation de ce traité. Le Conseil d'Etat est appelé à se prononcer sur cette demande ; un certain nombre de réclamants, dont les droits ont été reconnus par la Commission de Mexico, sont intervenus dans l'instance et se sont joints à M. le ministre des finances pour demander la complète exécution du traité.

» Les indemnitaires sembleraient devoir être absolument désintéressés dans ce débat. Le Gouvernement français, qui, par la convention de Mexico, s'est rendu dépositaire d'une *valeur réelle* de 12 millions, et qui a fait entrer cette somme pour une *valeur nominale* de plus de 16 millions dans le règlement des indemnités, paraît devoir, en tout état de cause, être considéré comme débiteur de cette somme de 12 millions et être tenu de l'imputer par préférence aux sommes qu'il aurait lui-même à récla-

mer sur les 18 millions qu'il a reçus du syndicat. Telle n'est pas, cependant, l'interprétation que le Gouvernement a cru devoir donner à la convention, et M. le ministre d'Etat, dans la séance du Corps législatif du 21 juin 1867, a déclaré qu'il entendait faire subir les conséquences de l'opération faite avec les banquiers *dans une mesure proportionnelle* aux titres affectés aux indemnitaires et à ceux attribués au Trésor, pour le payement des frais de guerre.

» Les sommes attribuées au Trésor s'élèveraient, dans cette hypothèse, à.............. 14,727,272 fr. 74

» Celles affectées aux indemnitaires à...................... 3,272,727 » 26

» Il resterait au Trésor, si le traité était résilié, 95,232 obligations.

» Il resterait aux indemnitaires, si le traité était résilié, 21,156 obligations.

» Si cette interprétation doit être admise, la première question, dont il importe aux indemnitaires d'obtenir la solution, est la question de résiliation ou d'exécution du traité Pinard, actuellement soumise au Conseil d'Etat.

» Si le traité reçoit sa complète exécution, le produit de la négociation de 31,746 obligations à 300 fr. devra être affecté au payement des indemnités. La somme de 9,523,800, produit de cette négociation, devra tenir lieu des 12,000,000 (*valeur réelle*) ou des 16,440,000 (*valeur nominale*) que leur attribue la convention de Mexico.

» Si, au contraire, le traité doit être considéré comme résilié à partir du mois d'avril 1866, la somme affectée aux indemnitaires ne sera plus que 3,272,727 fr. 26 c.

» Dans l'une ou dans l'autre hypothèse, il y aura lieu d'ajouter à cette somme les intérêts encaissés par l'Etat

sur les titres des indemnitaires montant à 1,800,000 environ; et 5 à 600,000 fr. qui, d'après les explications fournies au Corps législatif par M. le ministre d'Etat dans la séance du 24 juillet 1867, proviendraient des douanes mexicaines. On arriverait ainsi, dans la première hypothèse, à un chiffre de 12,000,000 environ; dans la seconde, à un chiffre inférieur à 6,000,000. Telles sont les valeurs qui composent aujourd'hui dans les caisses du Trésor l'actif *en numéraire* des indemnitaires.

» Indépendamment de ces valeurs, des obligations mexicaines sont déposées dans les caisses du Trésor et affectées au payement des indemnités. Ces obligations sont actuellement au nombre de 68,276 dont 21,156 étaient comprises dans le traité passé avec le syndicat et dont ce dernier n'a pas pris livraison. Si le traité recevait son exécution, les titres appartenant aux indemnitaires ne seraient plus qu'au nombre de 47,120.

» Le projet de loi sur les obligations mexicaines, actuellement soumis au Corps législatif, doit avoir pour effet de déterminer la valeur de ces titres dont la négociation serait aujourd'hui impossible.

» Il a été créé en deux séries un million d'obligations mexicaines lesquelles sont aujourd'hui ainsi classées :

Dans les mains du public.........	737,011
Rentes 6 0/0 non encore converties, mais convertibles en obligations..	86,438
Obligations appartenant au Trésor et dont le syndicat n'a pas pris livraison	95,232
A reporter :	918,681

Report :	918,681
Obligations réservées aux indemnitaires et dont le syndicat n'a pas pris livraison	21,156
Obligations affectées au payement des indemnités en vertu de la convention de Mexico..........	47,120
	986,957 (1)

» Le Gouvernement propose de répartir entre les porteurs de ces obligations une somme de 39,205,586 fr. déposée à la caisse des dépôts et consignations pour reformer en cinquante ans le capital souscrit et un solde de caisse de 5,000,000. Il propose en outre de répartir entre les obligataires 3,000,000 de rente 3 0[0. Dans ces conditions, les porteurs des 986,957 titres recevraient environ 111 fr. par obligation. La Commission du Corps législatif a proposé de porter à 4,000,000 de rente 3 0[0 la subvention accordée par le Gouvernement, ce qui porterait à 131 fr. environ la valeur de chaque obligation.

» Pour se rendre un compte exact de la situation que la conversion projetée ferait aux indemnitaires, il est nécessaire de se placer successivement dans les deux hypothèses déjà examinées de la résiliation ou de l'exécution intégrale du traité Pinard.

» *Si le traité est exécuté*,

les indemnitaires porteurs des 47,120 obli-

(1) 13,043 obligations amorties ou annulées pour diverses causes complètent le chiffre de 1,000,000.

gations auront droit, d'après le projet du Gouvernement, à .... 5,230,330 fr.

— — d'après le projet amendé par la Commission, à................... 6,072,720

» Si l'on ajoute à cette somme les 12 millions en numéraire qui, dans cette hypothèse, seraient mis à leur disposition, on arrive à un actif total 17,230,320 francs d'après le projet primitif, de 18,072,720, d'après le projet amendé.

» *Si le traité est résitié*,

la situation des indemnitaires porteurs des 68,276 oblitions sera plus déplorable encore.

» Ils auront droit, d'après le projet primitif, à.......................... 7,598,636 fr.

— — d'après le projet de la Commission, à.................... 8,844,156

Leur actif *en numéraire* n'étant, dans cette hypothèse, que de 6 millions, on n'arrive qu'à un total de 13,578,636

ou de 14,844,156

suivant que le Corps législatif adoptera les propositions du Gouvernement ou celles de la Commission.

» On n'affecterait donc en définitive au payement des indemnités fixées à 47 millions par la commission de Mexico qu'une somme de 18 millions dans l'hypothèse la plus favorable, qu'une somme de 13 millions dans l'hypothèse la plus défavorable aux réclamants.

» Les indemnitaires appellent avec confiance sur la situation qui leur est faite la sollicitude du Corps législatif. Si les infortunes des souscripteurs de l'emprunt

mexicain lui ont semblé dignes d'intérêt, les *droits* des indemnitaires, reconnus créanciers du Gouvernement français en vertu des traités, lui paraîtront plus respectables encore. Il ne voudra pas qu'une rente de 4 millions soit attribuée à titre de secours national aux porteurs d'obligations et qu'une dette de la France envers ses nationaux reste impayée. A cet égard, une solution aussi naturelle que légitime consisterait à modifier sur un point les propositions de la Commission du budget et à affecter au payement des indemnités le quatrième million de rente (soit 23 millions en capital) que la Commission propose de répartir entre les obligataires.

» Si cette proposition était soumise à la Chambre et acceptée par elle, les engagements du traité de Mexico recevraient leur exécution, l'actif des indemnitaires se trouverait en effet porté, dans l'hypothèse de la résiliation du traité Pinard, à............ 36,578,636 fr.
et, dans l'hypothèse de l'exécution du traité, à.......................... 40,230,320

» IV. Une dernière question mérite d'être soumise à l'attention de la Chambre. Dans les séances du Corps législatif des 11 et 21 juillet 1867, M. le ministre d'Etat annonçait, en réponse aux interpellations de MM. Berryer et Picard, qu'une distribution provisoire serait faite aux indemnitaires. Rien ne semblait devoir s'opposer à l'accomplissement de cette promesse. En effet, quelle que doive être l'issue de l'instance engagée devant le Conseil d'Etat, quelle que doive être la valeur définitivement attribuée aux obligations mexicaines, le Trésor possède aujourd'hui environ 6 millions en numéraire, qui

peuvent être immédiatement répartis entre les réclamants, dont les droits ont été reconnus.

» Rien n'a été fait cependant pour donner aux indemnitaires la légitime satisfaction que leur avaient fait espérer les paroles de M. le ministre d'Etat. Depuis un an, leurs infortunes, si chaudement recommandées à la sollicitude du Gouvernement par MM. Berryer et Picard, sont devenues plus cruelles; leurs besoins sont devenus plus pressants. Une Assemblée française ne saurait rester indifférente à leurs souffrances ni méconnaître leurs droits. »

Un an après que l'intervention s'est retirée du Mexique, les indemnitaires sont obligés de s'adresser à la Chambre des députés, pour lui demander du pain, lorsque le Trésor de l'Etat conserve précieusement les millions qui leur sont affectés, et dont il est détenteur par délégation!... et le Gouvernement retarde chaque jour l'exécution d'une mesure que réclament les besoins les plus impérieux!

L'intervention française n'a donc rien tenu de ce qu'elle avait promis.

Elle va au Mexique pour sauvegarder les intérêts de

nos nationaux, et, après les avoir ruinés dans ce pays, elle les abandonne, en France, dans la misère la plus complète, tandis qu'elle détient, depuis trois ans, les millions qui leur appartiennent !

Par la convention du 30 juillet 1865, le gouvernement mexicain se reconnaît débiteur envers les résidants français de la somme de 40 millions de francs. Un mois plus tard, le 31 août, une commission mixte, constituée à Mexico pour l'examen définitif du nombre et de la valeur des créances, remettait au ministre de France l'état nominatif et explicatif, donnant le résultat de ses investigations les plus scrupuleuses. Le chiffre des réclamations reconnues légitimes s'élevait à 47 millions de francs, et une somme de 28 millions de francs était affectée à leur payement.

Le gouvernement français avait reçu du gouvernement mexicain 40 millions en titres d'emprunt, pour solder à nos nationaux les indemnités que ce dernier reconnaissait leur devoir.

Il n'y avait donc qu'un débiteur, lequel débiteur remettait à un tiers des titres, que celui-ci acceptait, comme représentant la valeur exacte de la somme de 40 millions de francs.

Le tiers qui a pris les lieu et place du débiteur n'a pas à se prévaloir de la moins-value des titres dont il est porteur, car il les a pris pour leur valeur au pair. S'il y avait eu une plus-value, seul il devait en profiter. Donc, seul il doit supporter la perte dont seul il est responsable.

En un mot, les indemnitaires sont complétement étrangers à la fausse position dans laquelle s'est mis le gouvernement français, qui s'est institué l'exécuteur testamentaire du gouvernement mexicain.

Aux termes du *traité de Miramar*, le Mexique avait versé 12 millions du premier emprunt, pris au taux de l'émission. Mais comme la *convention de Mexico* portait que la somme de 40 millions serait payée en titres du premier emprunt *pris au pair*, les 12 millions acquirent une valeur de 16 millions 440,000 francs. Puis, par suite de la conversion, la commission des finances mexicaines n'ayant plus de titres du premier emprunt, il fut convenu que les 22 millions 560,000 francs destinés à compléter la somme totale des réclamations seraient payés en titres du second emprunt; et le gouvernement français reçut 47,120 obligations de la deuxième série représentant au pair cette somme de 23 millions 560,000 francs.

Le gouvernement français a donc reçu par délégation du gouvernement mexicain une somme de 40 millions pour faire honneur aux engagements de ce dernier.

Donc le gouvernement français doit 40 millions aux indemnitaires reconnus par la commission mixte de Mexico.

Une nouvelle commission, quelle qu'elle soit, est incompétente pour apporter le moindre changement dans la situation respective des deux parties.

Aucun pouvoir ne peut dégager l'exécuteur testamentaire des obligations qu'il a endossées dans la plénitude de sa liberté.

Cette question n'a rien à voir avec la politique. Elle est du domaine exclusif de la jurisprudence. Toutefois, sa solution se fait bien longtemps attendre; et il est bien pénible, après avoir assisté aux désastres irréparables du

Mexique, d'être encore témoin de misères aussi imméritées et d'errements aussi inqualifiables.

Tel est le dernier résultat de l'intervention française au Mexique

Espérons que les représentants de la France interviendront, dans la limite de leurs pouvoirs, et que l'Empereur Napoléon III, éclairé sur cette situation déplorable, mettra fin à un tel état de choses, qui, s'il se continuait, serait aussi préjudiciable à son gouvernement qu'aux malheureux qui attendent depuis si longtemps la remise de leurs deniers.

Quant aux obligataires, ils ont voulu faire un placement avantageux et réaliser de grands bénéfices. La roue a tourné, et c'est le contraire qui a eu lieu. Le gouvernement français avait besoin d'argent, il en a trouvé sur hypothèque consentie par le Mexique qui se reconnaissait son débiteur.

Le gouvernement français ne doit pas être tenu de prendre des engagements personnels en faveur des obligataires, car la valeur hypothéquée existe toujours et l'échéance des obligations est encore éloignée.

Les obligataires ont fait une mauvaise affaire, mais cette mauvaise affaire peut devenir très bonne ; ils n'ont qu'à le vouloir.

Leurs millions sont au Mexique ; c'est à eux de savoir aller les y chercher.

Le Mexique est solvable ; il faut savoir et pouvoir le faire payer. Là est toute la difficulté, difficulté qui, pour moi, n'existe pas, ainsi que j'essayerai de le prouver prochainement.

L'emprunt mexicain est une opération privée. Son caractère doit lui être conservé.

C'est, du reste, dans cette condition seule que l'affaire peut redevenir bonne et peut-être meilleure qu'elle ne l'eût jamais été.

Quoi qu'il en soit, il serait souverainement injuste de faire supporter au contribuable français les pertes d'une spéculation dans laquelle il est et doit rester complétement étranger.

Le gouvernement français et la France, par suite, sont responsables des sommes dues aux indemnitaires ; mais ni l'un ni l'autre ne sont engagés vis-à-vis des obligataires.

Malgré toutes ces ruines, tous ces désastres, le dernier mot de la question mexicaine n'est pas encore dit.

Si l'intervention française n'a pas su ou n'a pas voulu conduire à bonne fin une affaire de cette importance, il ne s'ensuit pas qu'il faille la considérer comme perdue pour toujours.

Les Etats-Unis ont eu la victoire trop facile dans une bataille où étaient engagés les plus grands intérêts. Le plus fort, sans coup férir, a cédé la place au plus faible, et tout a été dit.

La question mexicaine que l'on croit épuisée et condamnée à l'oubli le plus profond, reparaîtra bientôt plus pleine de vie que jamais. Mais alors elle sera ce qu'elle aurait dû être dès le début, une *question intercontinentale* ; car, tant que le Mexique ne sera pas neutralisé de la façon la plus complète, l'Europe sera toujours à la veille de devenir la tributaire, la vassale de l'Amérique.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

PARAITRONT PROCHAINEMENT

DU MÊME AUTEUR

Mémoires d'un Revenant, ou
Aventures et tribulations d'un journaliste au Mexique.

Un volume in-12 3 fr.

Le testament d'un mort.

Un volume in-12 3 fr.

PARAITRONT PROCHAINEMENT

DU MÊME AUTEUR

Mémoires d'un Revenant, ou **Aventures et tribulations d'un journaliste au Mexique.** Un volume in-12.......................... 3 fr.

Le testament d'un mort. Un volume in-12........ 3 fr.

Typ. Kugelmann, rue Grange-Batelière, 13.